

Publications périodiques

Comptes annuels

COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER

Société Anonyme au capital de 2 537 459 936 €
Siège social : 19, rue des Capucines – 75001 Paris
421 263 047 R.C.S. Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2017 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 mai 2018.

I. — Bilan au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)

Bilan Actif	Cf. Notes	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Caisse et banques centrales		670 000	2 400 000	5 360 083
Effets publics et valeurs assimilées	3	3 364 394	3 455 424	3 606 541
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1	28 761 396	20 827 904	21 092 317
• <i>À vue</i>		151 078	244 151	478 256
• <i>À terme</i>		28 610 318	20 583 753	20 614 061
Opérations avec la clientèle	2	38 639 497	42 237 163	43 026 282
• <i>Autres concours à la clientèle</i>		38 639 497	42 237 163	43 026 282
Obligations et autres titres à revenu fixe	3	4 511 584	12 724 987	11 246 613
Participations et autres titres détenus à long terme *		0	0	4
Immobilisations incorporelles et corporelles		0	0	0
Autres actifs	4	214 855	8 175	59 306
Comptes de régularisation	5	2 204 862	2 694 997	3 187 163
Total De l'actif		78 366 588	84 348 650	87 578 310

* *Certificats d'associés au titre de la « garantie des dépôts » comptabilisés en 2015.*

Bilan Passif	Cf. Notes	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales		0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	6	7 945 176	8 778 050	9 852 497
• <i>À vue</i>		0	355	12 176
• <i>À terme</i>		7 945 176	8 777 695	9 840 321
Opérations avec la clientèle	7	0	0	408
• <i>À vue</i>		0	0	408
Dettes représentées par un titre	8	63 524 759	67 573 795	69 123 576
• <i>Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables</i>		151 533	151 243	151 326
• <i>Emprunts obligataires (obligations foncières)</i>		63 373 226	67 422 552	68 972 251
Autres passifs	9	1 623 947	2 261 259	2 981 454
Comptes de régularisation	10	2 088 657	2 514 616	2 370 553
Provisions	11	18 917	20 435	16 129
Dettes subordonnées		0	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux		20 000	20 000	20 000
Capitaux propres hors FRBG	12	3 145 132	3 180 495	3 213 693
• <i>Capital souscrit</i>		2 537 460	2 537 460	2 537 460
• <i>Primes d'émission</i>		343 002	343 002	343 002
• <i>Réserves</i>		119 152	114 468	107 843
• <i>Provisions réglementées et subventions d'investissement</i>		0	0	0
• <i>Report à nouveau</i>		87 313	91 889	92 901
• <i>Résultat en instance d'affectation</i>		0	0	0
• <i>Résultat de la période</i>		58 205	93 676	132 486
Total du passif		78 366 588	84 348 650	87 578 310

Hors-bilan au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)	Cf. Notes	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Total des engagements donnés				
Engagements de financement		1 153 541	868 607	1 412 588
• <i>Engagements en faveur d'établissements de crédit</i>	13	0	0	0
• <i>Engagements en faveur de la clientèle</i>	13	847 463	789 502	855 965
• <i>Autres valeurs affectées en garantie</i>	13	306 078	79 104	556 624
Engagements de garantie		0	0	0
• <i>Engagements en faveur d'établissements de crédit</i>	13	0	0	0
• <i>Engagements en faveur de la clientèle</i>	13	0	0	0
Engagements sur titres		0	0	0
• <i>Autres engagements donnés</i>	13	0	0	0
Total des engagements reçus				

Engagements de financement		31 484 834	31 032 177	29 096 967
• Engagements reçus d'établissements de crédit	14	3 563 114	3 658 292	3 489 828
• Autres valeurs reçues en garantie du groupe	14	27 921 720	27 373 885	25 607 139
Engagements de garantie		36 516 018	39 103 926	39 558 343
• Engagements reçus d'établissements de crédit	14	7 129 671	6 983 537	5 865 858
• Engagements reçus de la clientèle	14	29 386 347	32 120 388	33 692 484
Engagements sur titres		60 000	0	0
Total des engagements réciproques				
• Achats et ventes de devises	15	16 510 229	21 488 125	23 920 454
• Autres instruments financiers	15	64 330 739	62 999 652	60 765 652

II. — Compte de résultat 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)	Cf. Notes	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	16	2 456 124	2 850 600	3 128 590
Intérêts et charges assimilés	16	-2 348 774	- 2 571 615	- 2 872 698
Marge nette d'intérêts		107 350	278 984	255 891
Commissions produits	17	96 164	82 972	109 711
Commissions charges	17	-1 617	- 2 047	- 2 195
Gains ou pertes s/opérations des portefeuilles de négociation	18	-117	- 456	213
Autres produits d'exploitation bancaire	19	129	7	77
Autres charges d'exploitation bancaire	19	-2 299	- 4	- 51
Produit net bancaire		199 611	359 457	363 646
Frais de personnel	20	-73	- 60	- 217
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	20	-21 638	- 23 033	- 19 194
Services extérieurs et autres charges	20	-96 189	- 104 596	- 103 744
Amortissements		0	0	0
Frais généraux		-117 901	- 127 689	- 123 155
Résultat brut d'exploitation		81 710	231 768	240 491
Coût du risque (2)	21	-4 910	- 27 078	- 14 753
Résultat d'exploitation		76 800	204 690	225 738
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	22	7 458	- 48	- 4 032
Résultat courant avant impôt		84 257	204 642	221 706
Résultat exceptionnel		0	0	0
Impôt sur les bénéfices	23	-26 052	- 110 965	- 89 220
Résultat net		58 205	93 676	132 486
Résultat par action (3) (en €)		0,37	0,59	1,34
Résultat dilué par action (en €)		0,37	0,59	1,34

(1) Les impôts et taxes et contributions réglementaires incluent notamment la Taxe de risque systémique des banques (TSB) pour un montant annuel de - 2,74 M€ (contre - 3,48 M€ en décembre 2016) ainsi que les contributions réglementaires comprenant essentiellement la cotisation FRU (Fonds de Résolution Unique) pour un montant annuel de - 11,07 M€ (contre - 8,41 M€ en décembre 2016).

(2) Le coût du risque neutralisé de l'impact sur les titres HETA en 2015 s'élève à - 26,95 M€.

(3) Le résultat par action s'obtient en divisant le résultat net par le nombre d'actions de la période.

L'annexe qui figure aux pages suivantes fait partie des comptes individuels annuels.

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée générale, après avoir constaté l'existence d'un bénéfice distribuable de 145 517 961,25 euros correspondant au résultat de l'exercice pour 58 204 957,06 euros) augmenté du report à nouveau positif de 87 313 004,19 euros, décide d'affecter ledit bénéfice distribuable de la façon suivante:

Dotation à la réserve légale : 2 911 000,00 euros

Dividende : 58 :202 987,28 euros

Report à nouveau : 84403.973,97 euros

Par suite, le dividende revenant à chacune des 158.591.246 actions composant le capital social est fixé à 0,367 euro.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts.

La date de mise en paiement du dividende est fixée au 29 juin 2018.

Conformément à l'article 24 des statuts, l'Assemblée générale décide d'accorder à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions. Les actions nouvelles auront les mêmes caractéristiques et elles jouiront des mêmes droits que les actions ayant donné droit au dividende. Leur date de jouissance sera fixée au 1er janvier 2018.

Le prix d'émission des actions nouvelles sera égal au montant des capitaux propres après répartition, tel qu'il ressort du bilan au 31 décembre 2017 approuvé par l'Assemblée générale dans sa première résolution ci-dessus, divisé par le nombre d'actions existantes.

Il s'établit à 19,46 euros par action.

Le nombre d'actions pouvant être attribuées aux actionnaires ayant opté pour le paiement du solde du dividende en actions sera fixé en fonction du prix ainsi déterminé, étant entendu qu'un actionnaire ne pourra recevoir les dividendes auxquels il a droit, partie en actions, partie en numéraire.

Si les dividendes ainsi déterminés ne donnent pas droit à un nombre entier d'actions, l'actionnaire qui aura opté pour le paiement en actions pourra souscrire le nombre entier immédiatement inférieur, la soulte due lui étant versée en espèces ou le nombre entier immédiatement supérieur, en versant la différence en numéraire.

La période d'option débutera le 1er juin 2018 et se terminera le 15 juin 2018.

Tout actionnaire qui n'aura pas exercé son option le 15 juin 2018, au plus tard, recevra ses dividendes en espèces dès la mise en paiement qui interviendra le 29 juin 2018.

L'Assemblée donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour constater le nombre d'actions émises et l'augmentation de capital en résultant et pour modifier en conséquence le texte de l'article 6 des statuts.

En application des articles 47 de la loi du 12 juillet 1965 et 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé que le dividende et la rémunération globale par action ont évolué ainsi qu'il suit au cours des trois exercices précédents :

Exercice	Nombre d'actions	Rémunération unitaire globale	Dividende distribué (*)
2014	74 216 246	1,00€	1,00€
2015	158 591 246	0,80€	0,80€
2016	158 591 246	0,59€	0,59€

(*) éligible à l'abattement de 40% prévu à l'article 1.58-3 du Code Général des Impôts.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

IV. — Annexe aux comptes individuels de la Compagnie de Financement Foncier

1. Cadre général

La Compagnie de Financement Foncier a été agréée en qualité de société de crédit foncier dans le cadre de la loi du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière. À ce titre, elle est soumise aux articles L. 513-2 à L. 513-27 du Code Monétaire et Financier.

Agréée en qualité d'établissement de crédit spécialisé (ECS) selon l'ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2014 transposant en droit français un règlement (CRR) et une directive (CRD IV) européens, elle applique le règlement 99-10 du CRBF modifié, propre aux sociétés de crédit foncier et qui porte notamment sur :

- l'évaluation des immeubles financés par des prêts éligibles à
- l'actif des sociétés de crédit foncier;
- l'évaluation des éléments d'actif et de passif de ces sociétés;
- leurs normes de gestion spécifiques.

La Compagnie de Financement Foncier est affiliée à BPCE. À ce titre, elle bénéficie du mécanisme de garantie et de liquidité du Groupe BPCE. En tant que filiale affiliée, la Compagnie de Financement Foncier ne contribue pas au mécanisme de solidarité du réseau et ne sera pas appelée en cas de défaillance d'une Banque Populaire ou d'une Caisse d'Épargne.

2. Faits significatifs de l'exercice 2017

2.1. Activité courante

Au cours de l'année 2017, la Compagnie de Financement Foncier a acquis auprès du Crédit Foncier des créances pour un montant de 5 130 M€ créances rattachées incluses, auquel se rajoutent 303 M€ d'engagements de financement.

Dans le cadre de l'article L. 211-38 du Code Monétaire et Financier qui prévoit la possibilité pour un établissement d'octroyer un prêt à un autre établissement financier, prêt dont le remboursement est sécurisé par la mise en garantie d'un ensemble de créances, la Compagnie de Financement Foncier a mis en place, depuis plusieurs années, des lignes de prêts avec sa maison mère, le Crédit Foncier, pour un total de 18 443,5 M€ au 31 décembre 2017 et avec certaines Caisses d'Épargne ou Banques Populaires pour un montant total de 186,4 M€. Des concours de nature identique sont également accordés à BPCE SA, dont le montant au 31 décembre 2017 s'élève à 8920 M€, hors créances rattachées. Ces concours sont collatéralisés à hauteur de 27 921,7 M€.

La totalité des billets hypothécaires souscrits auprès du Crédit Foncier pour un montant total de 7,3 Md€ au 31 décembre 2016 a fait l'objet de remboursements anticipés en 2017, corrélativement remplacée par du refinancement de créances aux particuliers dans le cadre de l'article L211-38 (cf. ci-dessus).

Les valeurs de remplacement de la Compagnie de Financement Foncier, définies selon le décret n° 2007-745 du 9 mai 2007, relatif à la solvabilité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et aux sociétés de crédit foncier et modifiant le Code Monétaire et Financier, s'élèvent à 6751,1 M€. Outre les disponibilités, ces valeurs de remplacement sont essentiellement composées de prêts octroyés dans le cadre de l'article L. 211-38 du Code Monétaire et Financier.

S'agissant du refinancement, la Compagnie de Financement Foncier a émis pour 6 060 M€ d'obligations foncières au cours de l'année 2017 contre valeur au jour de l'émission. Elle a également la possibilité de souscrire des lignes de refinancement auprès de la Banque de France, selon le dispositif de Gestion globale des garanties (pool 3G). Cette faculté n'a cependant pas été exercée en 2017.

2.2. Cessions de titres sur le marché

La Compagnie de Financement Foncier a cédé sur l'exercice 2017 cinq lignes de titres.

Au total, un encours de 295,6 M€, en valeur convertie à l'origine pour les titres en devises, a ainsi été cédé. Ces cessions ainsi que la résiliation des swaps de couverture associés ont dégagé un résultat de 7,5 M€, avant impôt, sur l'année 2017, enregistré dans le compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

2.3. Remboursements anticipés

Compte tenu du contexte de taux bas, les remboursements anticipés sur les crédits aux particuliers restent élevés et représentent 5208 M€ de sorties d'actifs sur 2017, soit un taux de remboursement anticipé de 16,5 % à fin 2017 contre 13,1 % à fin 2016.

Ceci se traduit en termes de produit net bancaire, par plusieurs effets:

- un amortissement accéléré des surcotes/décotes d'acquisition, dont l'impact est estimé à - 249 M€ au titre de l'année ;
- la perception d'indemnités de remboursements pour un peu plus de 93,7 M€ ; il convient de rappeler qu'au titre de la prestation de services rendus par le Crédit Foncier, un tiers de ces indemnités lui sont reversées.

2.4. Rachat d'obligations foncières

La Compagnie de Financement Foncier a racheté au cours de l'exercice une partie de ses propres obligations émises sur le marché pour un nominal de 40,7 M€. Les surcotes/décotes réalisées lors de ces rachats, nets des coûts de résiliation, ont été directement comptabilisées en résultat dans les postes « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilées » conformément à la réglementation.

L'impact net en résultat, avant impôts, de ces rachats sur 2017 est un gain de 9,6 M€ expliqué notamment par la maturité importante de certaines lignes (2055).

2.5. Contrat de cession de créances

Une cession de prêts contentieux aux particuliers d'un montant brut de 47,8 M€ a été réalisée le 31 juillet 2017 à un prix proche de la valeur des créances nettes de provisions. L'acquéreur du portefeuille est une entreprise spécialisée dans le recouvrement et l'acquisition de créances non performantes sur le marché français.

Cette opération a généré un résultat net de cession de 2,4 M€.

2.6. Impôts

En application de la convention d'intégration fiscale signée avec le Crédit Foncier, la Compagnie de Financement Foncier a constaté vis-à-vis de sa mère un produit d'impôts correspondant à l'économie d'impôt sur les sociétés, du fait de son déficit fiscal, à hauteur de + 46 M€.

Le poste « impôts » s'élève à -26 M€ et intègre un produit non récurrent de 20,5 M€ lié à un ajustement du traitement fiscal de certaines opérations dont la déductibilité n'avait pas été appréhendée intégralement l'année de leur survenance. Ceci conduit naturellement à un transfert d'impôts différés vers impôts exigibles, la Compagnie de Financement Foncier ayant opté pour la comptabilisation des impôts différés.

La Loi de Finance 2018, adoptée par l'Assemblée Nationale et d'application au 1er janvier 2018, baisse progressivement le taux d'impôts sur les sociétés de 34,43 % à 25,83 % sur les 5 prochaines années. Elle modifie la Loi de Finances 2017 qui prévoyait déjà une baisse du taux d'impôts futur. L'impact sur le poste impôt est, compte tenu de la comptabilisation d'impôts différés, de -10,6 M€.

3. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2017, n'est intervenu entre la date de clôture et le 9 février 2018, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.

4. Principes et méthodes comptables

4.1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la Compagnie de Financement Foncier sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables CANC).

4.2. Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2017.

Les textes adoptés par l'ANC et d'application obligatoire en 2016 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'ANC lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

4.3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

4.3.1. Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC.

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés prorata temporis en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-047 de l'ANC.

4.3.2. Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentées des intérêts courus non échus et nettes des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle.

Les crédits à la clientèle figurent à l'actif du bilan pour la fraction effectivement versée, augmentée des intérêts courus et non échus et nette des dépréciations constituées sur risque de crédit. Les montants non encore débloqués restent, quant à eux, inscrits au hors-bilan dans les engagements de financement donnés.

La Compagnie de Financement Foncier acquiert des créances en valeur de marché. L'écart entre la valeur de marché et la valeur nette comptable des crédits, appelé surcote ou décote selon le sens de l'écart, est enregistré dans un sous-compte du compte de créances.

Les surcotes et les décotes des créances acquises sont ensuite reprises au résultat de l'exercice de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle des prêts.

Le montant des échéances non réglées figure à l'actif au niveau de chaque rubrique de créances, sauf si elles revêtent un caractère douteux. Dans ce cas, elles sont regroupées avec les créances douteuses.

Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les indemnités de remboursement anticipé sont comptabilisées pour leur totalité au compte de résultat lors de l'exercice d'enregistrement de ces opérations. Les indemnités de renégociations, sont quant à elles, étalées sur la durée de vie du prêt renégocié.

La Compagnie de Financement Foncier procède, en application des normes de BPCE, à la comptabilisation des garanties qui sont explicitement ou implicitement attachées à certains types de concours à la clientèle inscrits au bilan, compte tenu de leur caractère significatif, telles les valeurs des hypothèques, les contre garanties reçues de la SGFGAS et reprises par l'État (cf. note 14 sur les Engagements reçus). Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature. Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'ANC sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, et six mois en matière immobilière.

Les créances sur les collectivités territoriales sont déclassées en créances douteuses après un impayé constaté de trois mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchuées de leur terme, sont présumées devoir être inscrites en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et/ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la

créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historique de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Pour les crédits du secteur aidé et ceux garantis par la SGFGAS, au nom de l'État, il est également tenu compte de la part de risque prise en charge par l'État.

Les prêts transférés ou cédés à la Compagnie de Financement Foncier étant inscrits à son bilan pour leur valeur d'acquisition, la dépréciation est déterminée par rapport à ce coût d'entrée.

Dans le cadre de la convention de cession de créances entre le Crédit Foncier et la Compagnie de Financement Foncier, il existe un mécanisme lorsque seule une fraction de la créance est acquise; mécanisme qui confère un droit de priorité au profit de la Compagnie de Financement Foncier sur la totalité de la garantie. Ainsi, tant que la valeur du gage couvre la fraction de créance douteuse de la Compagnie de Financement Foncier, aucune dépréciation n'est constituée dans les comptes de cette dernière. Cette dépréciation est constatée dans les comptes du Crédit Foncier.

Lorsque l'intégralité de la créance a été acquise par la Compagnie de Financement Foncier, l'éventuelle dépréciation est intégralement constatée dans les comptes de cette dernière.

Le provisionnement spécifique se fonde sur une évaluation individuelle des créances douteuses et concerne tous types de contreparties.

Un provisionnement est réalisé à dire d'expert par un gestionnaire, via la saisie d'un montant de garantie, s'appliquant sur le périmètre des Particuliers dans le cas d'une créance significative ou selon la spécificité du traitement.

Un provisionnement calculé à partir de valeurs de garanties réévaluées annuellement est retenu pour les créances de faible montant unitaire, aux caractéristiques similaires.

Dans le cas d'un dossier géré par le service contentieux pour lequel un montant d'expertise n'est pas encore renseigné, une décote est appliquée à la valeur à l'octroi réévaluée du gage.

Quand le risque de crédit porte sur des engagements de financement ou de garantie inscrits en hors-bilan, le risque est pris en compte sous forme de provisions pour risques et charges.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au « coût du risque » pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Quand le risque de crédit est identifié, non pas sur base individuelle, mais sur la base d'un portefeuille d'encours présentant des caractéristiques de risques similaires, ces derniers sont regroupés dans des portefeuilles de risques homogènes qui sont soumis collectivement à un test de dépréciation.

Les encours sont regroupés en ensembles homogènes en termes de sensibilité à l'évolution du risque sur la base du système de notation interne du groupe. Les portefeuilles soumis au test de dépréciation sont ceux relatifs aux contreparties dont la notation s'est significativement dégradée depuis l'octroi et qui sont, de ce fait, considérés comme sensibles. Ces encours font l'objet d'une dépréciation, bien que le risque de crédit ne puisse être individuellement alloué aux différentes contreparties composant ces portefeuilles et dans la mesure où les encours concernés présentent collectivement une indication objective de perte de valeur.

Le montant de la dépréciation est déterminé en fonction des données historiques sur les probabilités de défaut à maturité et les pertes attendues, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date d'arrêt.

Cette approche est éventuellement complétée d'une analyse sectorielle, reposant généralement sur une appréciation « à dire d'expert » considérant une combinaison de facteurs économiques intrinsèques à la population analysée. La dépréciation sur base de portefeuilles est déterminée sur la base des pertes attendues à maturité sur l'assiette ainsi déterminée.

Ce risque de contrepartie sur encours sains est constaté sous forme de provisions au passif.

4.3.3. Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'ANC qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes: titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

La Compagnie de Financement Foncier ne détient pas de titres de transaction, ni de titres d'activité de portefeuille.

Par ailleurs, en tant que société de crédit foncier, la Compagnie de Financement Foncier ne peut pas détenir de titres de participation. Elle détient seulement une action de la SGFGAS, ce qui lui permet d'acquérir des prêts garantis par l'État, au titre de la SGFGAS. Cette participation a fait l'objet d'une autorisation du régulateur.

Enfin, les cessions de titres sont enregistrées dans les comptes de la Compagnie de Financement Foncier en date de « livraison/règlement » et non en date de transaction.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, ou pertes provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les moins-values latentes sont provisionnées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

La Compagnie de Financement Foncier ne détient pas de titres de placement au 31 décembre 2017.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenus fixes, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC, peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Reclassement d'actifs financiers

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'ANC spécifie les traitements relatifs aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Compagnie de Financement Foncier n'a procédé à aucun reclassement du portefeuille « Titres de placement » vers le portefeuille « Titres d'investissement » ni au cours de l'exercice 2017, ni au cours des exercices précédents.

Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

4.3.4. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support: bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charge à répartir.

4.3.5. Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code Monétaire et Financier et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même Code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. À moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06.

Ce poste comprend notamment les provisions pour risques de contrepartie sur encours sains évoquées au § 4.3.2.

4.3.6. Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par le règlement ANC 2014-07.

4.3.7. Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements n° 2014-07 de l'ANC.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. À la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes:

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan);
- positions spéculatives/positions ouvertes isolées;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument. La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré) :

- sur les marchés de gré à gré, les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées ;
- sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

La Compagnie de Financement Foncier ne détient pas de contrats relevant de la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction ou de position ouverte isolée.

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert, soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. À la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

Au 31 décembre 2017, la Compagnie de Financement Foncier n'a enregistré aucune garantie de taux en position ouverte isolée.

4.3.8. Intérêts et assimilés- Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation:

- commissions rémunérant une prestation instantanée ;
- enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées: enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

4.3.9. Impôt sur les bénéfices

La Compagnie de Financement Foncier a opté pour la comptabilisation des impôts différés dans ses comptes sociaux. Cette option s'applique, selon le principe d'universalité, à l'ensemble des différences temporaires générées sur les actifs et les passifs.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat comprend donc la charge d'impôt sur les sociétés, la charge d'impôt différé constatée sur les différences temporaires et les mouvements des provisions pour impôts.

La Compagnie de Financement Foncier fait partie du périmètre d'intégration fiscale de BPCE et du sous-groupe conventionnel Crédit Foncier. En application de la convention d'intégration fiscale signée le 18 novembre 2014, la charge d'impôt exigible est calculée et comptabilisée comme en l'absence d'intégration fiscale. En cas de déficit fiscal, la Compagnie de Financement Foncier percevra du Crédit Foncier un produit d'impôt égal à l'économie d'impôt sur les sociétés procurée au Crédit Foncier du fait de l'utilisation de son déficit fiscal et sera privée, en conséquence, du report de son déficit pour la détermination ultérieure de sa charge d'impôt sur les sociétés.

Au 31 décembre 2017, la Compagnie de Financement Foncier a constaté une charge d'impôt de 26 M€.

4.3.10. Contribution aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. L'ensemble des contributions pour les mécanismes de dépôts, titres et cautions versées soit sous forme de dépôts remboursables, de certificats d'association ou de certificats d'associé représente un montant de 2 K€.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de résolution unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de résolution unique).

Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2017, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de résolution unique a déterminé les contributions pour l'année 2017. Pour 2017, le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente 13 M€ dont 11 M€ comptabilisés en charge et 2 M€ sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élève à 6 M€.

5. Autres informations

5.1. Consolidation

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (CANC), la Compagnie de Financement Foncier n'établit pas de comptes consolidés.

Les comptes individuels de la Compagnie de Financement Foncier sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe Crédit Foncier et dans ceux du Groupe BPCE.

5.2. Rémunérations, avances

Les rémunérations versées en 2017 aux Organes de direction correspondent aux jetons de présence.

5.3. Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du Ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe

à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Au 31 décembre 2017, la Compagnie de Financement Foncier n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

VI. — Notes annexes

Note 1. Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
<i>Créances à vue sur les établissements de crédit</i>	151 078	244 151	478 256
Comptes ordinaires débiteurs	42 025	28 398	106 284
Comptes et prêts au jour le jour			
Valeurs non imputées (à vue)	109 053	215 753	371 972
Créances rattachées			
<i>Créances à terme sur les établissements de crédit</i>	28 610 318	20 583 753	20 614 061
Comptes et prêts à terme	1 024 631	1 121 802	1 145 553
Créances garanties par L. 211-38 (voir détail en note 1 bis)	27 549 881	19 426 941	19 431 385
Titres reçus en pension livrée			
Prêts subordonnés et prêts participatifs			
Créances rattachées	35 807	35 010	37 123
<i>Créances douteuses</i>			
montant brut des prêts et créances sur établissements de crédit	28 761 396	20 827 904	21 092 317
Dépréciations des créances douteuses			
<i>Dépréciations des créances douteuses</i>			
Montant net des prêts et créances sur établissements de crédit	28 761 396	20 827 904	21 092 317
Détail des créances à terme (groupe/hors groupe)			
Comptes et prêts à terme			
• <i>dont opérations Groupe</i>			
• <i>dont opérations Hors Groupe</i>	1 024 631	1 121 802	1 145 553
Créances garanties			
• <i>dont opérations Groupe</i>	27 549 881	19 426 941	19 431 385
• <i>dont opérations Hors Groupe</i>			
Créances rattachées			
• <i>dont opérations Groupe</i>	14 822	12 865	14 401
• <i>dont opérations Hors Groupe</i>	20 984	22 145	22 722
Créances Groupe	27 564 703	19 439 806	19 445 786
Créances Hors Groupe	1 045 615	1 143 947	1 168 275
Total	28 610 318	20 583 753	20 614 061
Détail des créances à vue (groupe/hors groupe)			
Comptes et prêts à vue			
• <i>dont opérations Groupe</i>	40 298	28 242	91 006
• <i>dont opérations Hors Groupe</i>	1 727	155	15 278
Créances rattachées			
• <i>dont opérations Groupe</i>			
• <i>dont opérations Hors Groupe</i>			
Valeurs non imputées			
• <i>dont opérations Groupe (au palier Crédit Foncier)</i>	108 358	215 734	369 019
• <i>dont opérations Hors Groupe</i>	695	20	2 953
Créances Groupe	148 657	243 976	460 025
Créances Hors Groupe	2 421	175	18 230
Total	151 078	244 151	478 256

Note 1 bis. Répartition des encours de créances à terme sur les établissements de crédit

(en k€)	31/12/2017			31/12/2016	31/12/2015
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Créances à terme					
Refinancement habitat aidé					
Refinancement habitat concurrentiel					
Personnes publiques	1 045 615		1 045 615	1 143 947	1 168 275
Autres prêts aux établissements de crédit *	27 564 703		27 564 703	19 439 806	19 445 786
Créances à terme douteuses					
Montant net des prêts et créances sur établissements de crédit	28 610 318		28 610 318	20 583 753	20 614 061

* dont :					
Valeurs de remplacement sous L. 211-38, avec BPCE	6 600 000		6 600 000	6 600 000	6 600 000
Prêts garantis par des créances (SPT, Particuliers, Corporates) sous L. 211-38, avec Crédit Foncier	18 443 500		18 443 500	10 303 000	10 290 500
Prêts garantis par des créances SPT sous L. 211-38, avec BPCE, des Caisses d'Épargne et Banques Populaires	2 506 381		2 506 381	2 523 941	2 540 885
Créances rattachées et autres	14 822		14 822	12 865	14 401
Total	27 564 703		27 564 703	19 439 806	19 445 786

Note 2. Prêts et créances sur la clientèle

(en k€)	Créances saines			Créances douteuses		
	31/12/17	31/12/16	31/12/15	31/12/17	31/12/16	31/12/15
Comptes ordinaires débiteurs						
Concours à la clientèle	37 298 347	40 925 204	41 796 656	1 431 257	1 417 841	1 318 127
Prêts à la clientèle financière	240 094					
Crédits à l'exportation						
Crédits de trésorerie (1)	936 109	1 063 370	1 381 042			
Crédits à l'équipement (2)	5 900 528	6 973 638	7 624 600	100	-31	41
Crédits à l'habitat	30 106 387	32 755 152	32 646 649	1 428 140	1 414 809	1 314 744
Autres crédits à la clientèle	3 241	4 010	4 586	285	35	39
Valeurs non imputées	24	106	951			
Créances rattachées	111 964	128 927	138 827	2 732	3 028	3 302
Total général (3)	37 298 347	40 925 204	41 796 656	1 431 257	1 417 841	1 318 127

(en k€)	Dépréciations			Montants nets		
	31/12/17	31/12/16	31/12/15	31/12/17	31/12/16	31/12/15
Comptes ordinaires débiteurs						
Concours à la clientèle	90 108	105 882	88 502	38 639 497	42 237 163	43 026 282
Prêts à la clientèle financière				240 094		
Crédits à l'exportation						
Crédits de trésorerie (1)				936 109	1 063 370	1 381 042
Crédits à l'équipement (2)	44	34	534	5 900 584	6 973 573	7 624 107
Crédits à l'habitat	90 027	105 822	87 939	31 444 500	34 064 139	33 873 455
Autres crédits à la clientèle	37	26	28	3 489	4 020	4 598
Valeurs non imputées				24	106	951
Créances rattachées				114 696	131 955	142 130
Total général (3)	90 108	105 882	88 502	38 639 497	42 237 163	43 026 282

Parmi les créances, les créances restructurées représentent un montant de 451,09 M€ au 31 décembre 2017 dont 111,11 M€ sont classées en encours sains.

NB : La Compagnie de Financement Foncier ne recense aucune créance intragroupe sur les concours à la clientèle.

(1) En 2007, la société a acheté les créances sur le Secteur public territorial d'Ixis CIB, devenu Natixis, qui comprennent des ouvertures de crédit permanent qui s'élèvent à 942,2 M€ au 31 décembre 2017 contre 1 056 M€ au 31 décembre 2016.

(2) Les crédits à l'équipement représentent des prêts aux collectivités territoriales.

(3) Les créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la Banque Centrale s'élèvent à 3 Md€ au 31 décembre 2017 en capitaux restant dus. Ce montant s'élève à 2,1 Md€ après haircut et contrainte de surdimensionnement.

Note 2 bis A. Dépréciations et provisions constituées en couverture de risque crédit

(en k€)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016 retraité (3)	Dotations	Reprises	Reprises utilisées	31/12/2017
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actif								
Crédits à la clientèle et sur établissements de crédit (1) (2)	88 501	53 297	- 28 352	105 882	90 108	- 105 882		90 108
Provisions inscrites au passif								
Crédits à la clientèle, sur établissements de crédit et sur titres	16 129	3 284	- 36	19 377		- 3 511		15 866
Total	104 630	56 581	- 28 388	125 259	90 108	- 109 393		105 974

(1) Les dépréciations des créances sont évaluées en valeur actualisée, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

(2) En accord avec le règlement ANC n°2014-07, la Compagnie de Financement Foncier comptabilise désormais ses flux de dépréciations en stock cumulé : reprise intégrale des montants de dépréciations de l'exercice précédent et dotation intégrale des mouvements de l'exercice en cours.

(3) Retraitement du stock du 31 décembre 2016, en cohérence avec la note 2. Pour rappel, montant publié "en dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actif" : 113 446 K€.

Note 2 bis B. Surcotes – décotes sur créances acquises

(en k€)	31/12/2015	Reclassement - Régularisation	Nouvelles entrées	Étalement	31/12/2016	Reclassement - Régularisation	Nouvelles entrées	Étalement	31/12/2017
Créances sur les établissements de crédit									
Surcotes	47 589			-10 414	37 175			- 10 238	26 937
Décotes									
Net	47 589			- 10 414	37 175			- 10 238	26 937
Crédits à la clientèle									
Créances saines									
Surcotes	1 439 601	-17 705	558 044	- 380 596	1 599 344	- 18 746		- 438 826	1 141 772

Décotes	-1 019 847	11 304	- 42 023	116 544	- 934 022	11 172	- 491 767	138 134	-1 276 483
Créances douteuses									
Surcotes	29 092	17 705		- 11 638	35 159	18 746		- 15 873	38 032
Décotes	- 29 794	- 11 276		12 597	- 28 473	- 11 208		10 953	- 28 728
Net	419 052	28	516 021	- 263 093	672 008	- 36	- 491 767	- 305 612	- 125 407
Total	466 641	28	516 021	- 273 507	709 183	- 36	- 491 767	-315 850	- 98 470

Note 2 Ter. Répartition des encours de crédit clientèle

(en K€)	31/12/2017			31/12/2016	31/12/2015
	Brut	Dépréciations	Net		
Créances Hypothécaires France	28 505 379		28 505 379	30 991 320	30 500 103
Emprunteurs publics	8 714 449		8 714 449	9 844 176	11 215 120
Secteur public France	7 100 658		7 100 658	8 151 775	9 471 135
• <i>Habitat social</i>	1 180 303		1 180 303	1 496 506	1 844 464
• <i>Secteur public territorial (SPT)</i>	5 898 494		5 898 494	6 650 719	7 626 671
• <i>Souverain France</i>	21 861		21 861	4 550	
Partenariat Public Privé (PPP)	630 520		630 520	639 912	648 471
Emprunteurs publics internationaux	983 271		983 271	1 052 489	1 095 514
• <i>Secteur public international (SPI)</i>	983 271		983 271	1 052 489	1 095 514
• <i>Souverain International</i>					
Expositions hypothécaires commerciales	78 519		78 519	89 708	42 936
Autres					38 497
Sous-total créances clientèle saines	37 298 347		37 298 347	40 925 204	41 796 656
Créances douteuses	1 431 257	90 108	1 341 149	1 311 959	1 229 625
Total créances clientèle	38 729 605	90 108	38 639 497	42 237 163	43 026 281

La présentation des encours de crédits a été alignée en 2016 sur la répartition du tableau des expositions au risque de crédit. Les montants indiqués au titre du 31 décembre 2015 sont en conséquence des données pro forma.

L'encours des créances du secteur concurrentiel comprend 16,87 Md€ de prêts garantis par la SGFGAS.

Note 2 Quater. Tableau de répartition des encours douteux de crédit

31 décembre 2017 (en K€)	Total créances douteuses			Dont créances douteuses compromises		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Créances Hypothécaires France	1 359 698	89 094	1 270 604	895 643	72 381	823 262
Emprunteurs publics	2 284	93	2 191	1 373	7	1 366
Secteur public France	2 284	93	2 191	1 373	7	1 366
• <i>Habitat social</i>	1 463	83	1 380	1 351	7	1 344
• <i>Secteur public territorial (SPT)</i>	821	10	811	22		22
• <i>Souverain France</i>						
Partenariat Public Privé (PPP)						
Emprunteurs publics internationaux						
• <i>Secteur public international (SPI)</i>						
• <i>Souverain International</i>						
Expositions hypothécaires commerciales	69 275	921	68 354	66 800		66 800
Sous-total créances clientèle douteuses	1 431 257	90 108	1 341 149	963 816	72 388	891 428

L'encours des créances douteuses du secteur concurrentiel comprend 791 M€ de prêts garantis par la SGFGAS.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux compromis n'intègrent pas les prêts qui bénéficient d'une garantie couvrant la quasi-totalité des risques. Il s'agit notamment des prêts du secteur aidé et des prêts bénéficiant de la garantie du FGAS.

31 décembre 2016 (en k€)	Total créances douteuses			Dont créances douteuses compromises		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Créances Hypothécaires France	1 345 141	104 795	1 240 346	495 577	78 728	416 849
Emprunteurs publics	5 571	166	5 405	616	7	609
Secteur public France	5 571	166	5 405	616	7	609
• <i>Habitat social</i>	4 303	85	4 218	616	7	609
• <i>Secteur public territorial (SPI)</i>	1 268	81	1 187			
Souverain France						
Partenariat Public Privé (PPP)						
Emprunteurs publics internationaux						
• <i>Secteur public international (SPI)</i>						
• <i>Souverain International</i>						
Expositions hypothécaires commerciales	67 129	921	66 208			
Sous-total créances clientèle douteuses	1 417 841	105 882	1 311 959	496 193	78 735	417 458

L'encours des créances douteuses du secteur concurrentiel comprend 721 ME de prêts garantis par la SGFGAS.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux compromis n'intègrent pas les prêts qui bénéficient d'une garantie couvrant la quasi-totalité des risques. Il s'agit notamment des prêts du secteur aidé et des prêts bénéficiant de la garantie du FGAS.

31 décembre 2015 (en k€)	Total créances douteuses			Dont créances douteuses compromises		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Créances Hypothécaires France	1 224 122	86 726	1137 396	409 345	61 349	347 996
Emprunteurs oubliés	20 777	336	20 441	1 841	174	1 667
Secteur public France	20 777	336	20 441	1 841	174	1 667
• <i>Habitat social</i>	15 145	210	14 935	337	92	245
• <i>Secteur oublié territorial (SPTI)</i>	5 632	126	5 506	1 504	82	1422
Souverain France						
Partenariat Public Privé (PPP)						
Emprunteurs publics internationaux						
• <i>Secteur public international (SPI)</i>						
• <i>Souverain International</i>						
Expositions hypothécaires commerciales	73 228	1 440	71 788			
Sous-total créances clientèle douteuses	1 318 127	88 502	1 229 625	411 186	61 523	349 663

L'encours des créances douteuses du secteur concurrentiel comprend 605,8 ME de prêts garantis par la SGFGAS.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux compromis n'intègrent pas les prêts qui bénéficient d'une garantie couvrant la quasi-totalité des risques. Il s'agit notamment des prêts du secteur aidé et des prêts bénéficiant de la garantie du FGAS.

Note 3. Titres de placement et d'investissement

(en k€)	31/12/2017			31/12/2016			31/12/2015		
	Titres de placement	Titres d'investissement	Total	Titres de placement	Titres d'investissement	Total	Titres de placement	Titres d'investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées		3 318 975	3 318 975		3 410 338	3 410 338		3 560 531	3 560 531
Créances rattachées		45 419	45 419		45 085	45 085		46 011	46 011
Sous-total		3 364 394	3 364 394		3 455 424	3 455 424		3 606 541	3 606 541
Obligations		4 455 353	4 455 353		5 334 220	5 334 220		5 423 512	5 423 512
Titres du marché interbancaire (Billets Hypothécaires) •				7 321 281		7 321 281	5 749 962		5 749 962
Titres de créances négociables									
Parts de Titrisation									
Créances rattachées		56 231	56 231	3 537	65 950	69 487	5 252	67 887	73 139
Sous total		4 511 584	4 511 584	7 324 818	5 400 170	12 724 987	5 755 214	5 491 399	11 246 613
Créances douteuses y compris créances rattachées									
Montants bruts		7 875 978	7 875 978	7 324 818	8 855 594	16 180 411	5 755 214	9 097 940	14 853 154
Dépréciations sur Titres revenu fixe									
Montants nets		7 875 978	7 875 978	7 324 818	8 855 594	16 180 411	5 755 214	9 097 940	14 853 154

* Dont

	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Titres cotés	7 346 859	8 292 594	8 507 563
Titres non cotés	427 469	7 773 244	6 226 430
Total hors créances rattachées	7 774 328	16 065 838	14 733 993

Les titres cotés sont pour l'essentiel des titres en euros mobilisables à la BCE, ainsi que les titres cotés en devises. La totalité des Billets Hypothécaires a été remboursée (cf. "faits significatifs"), les titres non cotés sont à présent uniquement constitués d'obligations.

En application du Règlement n° 2014-07 de l'ANC, la juste valeur globale du portefeuille d'investissement représente au 31 décembre 2017 un montant de 8 927,23 M€, hors créances rattachées.

Les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 1 354,67 M€ au 31 décembre 2017, avant swaps. Au 31 décembre 2016, les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élevaient à 1 526,4 M€, avant swaps.

Les moins-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 207,73 M€ au 31 décembre 2017, avant swaps. Au 31 décembre 2016, elles s'élevaient à 274,4 M€, avant swaps.

La société n'a procédé à aucun reclassement de titres vers le portefeuille "Titres d'investissement" ni au cours de l'exercice 2017, ni au cours des exercices précédents.

Note 3 Bis. Risque souverain

Au 31 décembre 2017, les expositions nettes de la Compagnie de Financement Foncier au titre du risque souverain sur ces pays sont les suivantes :

Titres d'Investissement (en M€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
---------------------------------	------------	------------	------------

	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur après swap *	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur après swap *	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur après swap *
Italie	2 267,4	2 708,3	1 878,9	2 305,4	2 734,5	1 786,3	2 327,9	2 794,4	1 956,9
Pologne	3 41,5	392,5	269,6	373,6	417,1	248,4	351,7	381,9	252,3
Total	2 608,9	3 100,8	2 148,5	2 679,0	3 151,6	2 034,7	2 679,6	3 176,3	2 209,2

* Juste valeur du titre après prise en compte de la valeur du swap de micro couverture.

Les valeurs données ci-dessus sont hors créances rattachées. Les valeurs comptables sont valorisées au cours de clôture lorsque les titres sont en devises.

Les dates de maturité des expositions nettes en valeur nominale au 31 décembre 2017 sont présentées ci-dessous :

Maturité résiduelle	1 an	7 ans	> 8 ans et < 10 ans	>10 ans
Italie	64,1	242,0	800,0	972,8
Pologne			156,3	185,2
Total	64,1	242,0	956,3	1 158,0

L'exposition globale de la Compagnie de Financement Foncier sur le Secteur public international est recensée par ailleurs dans le rapport sur la gestion des risques.

Note 3 ter. Immobilisations financières

(en k€)	Brut 31/12/2015	Acquisitions	Cessions/ Remboursements*	Reclassements	Variation courante
Titres d'investissement	8 984 043		- 111 081	- 271 547	143 142
Total	8 984 043		- 111 081	- 271 547	143 142
Créances rattachées	113 897			- 2 862	
Total général	9 097 940		- 111 081	- 274 408	143 142

(en k€)	Variation cours de change	Brut 31/12/2016	Acquisitions	Cessions/ Remboursements*	Reclassements
Titres d'investissement	8744 558	- 369 210	- 120 461	- 480 560	7 774 328
Total	8 744 558	-369 210	- 120 461	- 480 560	7 774 328
Créances rattachées	111 035		- 9 385		101 650
Total général	8 855 593	-369 210	- 129 846	- 480 560	7 875 978

* Les cessions ont été réalisées conformément aux possibilités offertes par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), article n° 2341-2, notamment dans les cas de contraintes réglementaires.

Le groupe Crédit Foncier a poursuivi la cession de titres dans le cadre de sa politique de baisse de ses expositions internationales, en cédant pour 295,6 M€ de titres et de créances en 2017.

Ces données sont valorisées avant swap, au cours de change en date de clôture.

Note 4. Autres actifs

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Instruments conditionnels achetés			
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		1 083	
Débiteurs divers	214 855	7 092	59 306
Dépôts versés sur opérations de collatéralisation			
Autres dépôts et cautionnements (1)	5 899	3 946	2 478
Créances d'intégration fiscale (2)	194 060		48 551
Autres débiteurs divers	14 895	3 146	8 277
Compte spécial de bonification			
Total	214 855	8 175	59 306

(1) Au 31 décembre 2017, ce poste comprend principalement les dépôts de garantie au titre de 2015, 2016 et 2017 appelés par le Fonds de Résolution Unique (FRU) pour 5 898 K€.

(2) La créance figurant au 31 décembre 2017 représente l'indemnité due par le Crédit Foncier au titre de l'économie d'impôt sur les sociétés à raison du déficit fiscal constaté en 2017 et de la réallocation par BPCE d'une charge d'impôt sur les exercices 2013 à 2016.

Note 5. Comptes de régularisation actif

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Comptes d'encaissement			
Charges à répartir	222 699	210 323	244 236
Primes d'émission et de remboursement des titres à revenu fixe	222 699	210 323	244 236
Autres charges à répartir			
Charges constatées d'avance	1 275 389	1 465 050	1 612 521
Soulttes de swaps payées à étaler	1 275 389	1 465 050	1 610 243
Autres charges constatées d'avance			2 278

Produits à recevoir	465 213	565 218	669 351
Intérêts courus non échus sur contrats d'échange (swaps)	465 213	565 192	668 509
Autres produits à recevoir		26	842
Autres comptes de régularisation actif	241 561	454 405	661 055
Domiciliations à encaisser	1 857	- 3 274	87 638
Actif d'impôts différés	228 991	444 814	538 918
Comptes d'ajustement devises			
Autres comptes de régularisation *	10 713	12 866	34 499
Total	2 204 862	2 694 997	3 187 163

* Essentiellement composé de comptes de passage ou de relations financières avec le Crédit Foncier.

Note 6. Dettes envers les établissements de crédit

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Dettes à vue sur les établissements de crédit (1)		355	12 176
Comptes à vue des établissements de crédit			11 808
Emprunts au jour le jour auprès des établissements de crédit			
Autres sommes dues aux établissements de crédit		355	368
Dettes rattachées			
Dettes à terme sur les établissements de crédit (2)	7 945 176	8 777 695	9 840 321
Emprunts et comptes à terme	6 227 489	5 148 342	6 509 044
Valeurs données en pension			
Titres donnés en pension	1 717 299	3 628 236	3 317 707
Dettes rattachées	388	1 117	13 570
Total	7 945 176	8 778 050	9 852 497
(1) Détail des dettes à vue (Groupe/Hors Groupe)		355	12 176
Dont Groupe			59
• Autres sommes dues aux établissements de crédit			59
• Emprunts au jour le jour auprès des établissements de crédit			
• Dettes rattachées			
Dont Hors Groupe		355	12 117
• Autres sommes dues aux établissements de crédit		355	12 117
(2) Détail des dettes à terme (Groupe/Hors Groupe)	7 945 176	8 777 695	9 840 321
Dont Groupe	7 945 176	8 777 695	9 838 514
• Emprunts et comptes à terme	6 227 877	5 149 459	6 520 806
• Titres donnés en pension livrée	1 717 299	3 628 236	3 317 707
Dont Hors Groupe			1 808
• Emprunts et comptes à terme			1 037
• Refinancement Banque de France (pool 3G)			
• Autres emprunts à terme			770
• Titres donnés en pension livrée			
• Dettes rattachées			
Sous-total des dettes Groupe	7 945 176	8 777 695	9 838 573
Sous-total des dettes hors Groupe		355	13 925
Total général	7 945 176	8 778 050	9 852 497

Note 7. Dettes envers la clientèle

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Comptes ordinaires créditeurs			
Autres comptes à vue et comptes à terme			408
Autres sommes dues			408
Autres emprunts à terme auprès de la clientèle			
Comptes créditeurs à terme			
Dettes rattachées			
Total	0	0	408

Note 8. Dettes représentées par un titre

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Titres de créances négociables	150 000	150 000	150 000
Dettes rattachées	1 533	1 243	1 326
TCN et dettes rattachées	151 533	151 243	151 326
Obligations foncières	62 559 580	66 437 242	67 860 404
Dettes rattachées	813 646	985 310	1 111 847
Obligations foncières et dettes rattachées	63 373 226	67 422 552	68 972 251

Total	63 524 759	67 573 795	69 123 576
-------	------------	------------	------------

La totalité de ces dettes est constituée de ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L. 513-11 du CMF (« privilège » des obligations foncières).

Note 9. Autres passifs

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Instruments conditionnels vendus			
Créditeurs divers	1 580 629	2 218 043	2 932 629
Dépôts reçus sur opérations de collatéralisation	1 410 462	2 021 034	2 755 396
Appels de marge sur opération de pension			
Dettes fournisseurs *	70 072	65 438	
Dettes d'intégration fiscale (1)		215	
Autres dettes fiscales et sociales	85	1 652	11
Autres créditeurs divers	13 556	58 199	119 663
Compte spécial de bonification	86 454	71 505	57 559
Fonds publics affectés (2)	43 318	43 216	48 825
Total	1 623 947	2 261 259	2 981 454
(1) Impôt sur les sociétés dû au Crédit Foncier (intégration fiscale)		215	
(2) dont secteur aidé	36 975	32 847	34 250

* Le montant des factures fournisseurs reçues et non encore réglées à la clôture de l'exercice, pour un total de 250 K€, se ventile de la manière suivante, conformément à l'application de l'article D. 441-4 du Code de Commerce :

Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
Montant total des factures concernées TTC (en k€)	80	170	-	-	250
Pourcentage du montant total des achats TT Cde l'exercice	0,08 %	0,18 %	-	-	0,26 %
Nombre de factures concernées	5	1	-	-	6

Note 10. Comptes de régularisation passif

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Comptes d'encaissement	159	52	919
Produits constatés d'avance	1 286 462	1 619 769	1 896 151
Subventions PAS et anciens PTZ	38 970	56 053	76 350
Soulttes de swaps perçues à étaler	1 180 112	1 478 964	1 711 211
Autres produits constatés d'avance	67 380	84 752	108 590
Charges à payer	166 302	208 820	244 708
Intérêts courus non échus sur dérivés (swaps)	161 641	203 529	224 976
Autres charges à payer	4 661	5 291	19 732
Autres comptes de régularisation passif	635 735	685 974	228 774
Comptes d'ajustement devises *	532 239	609 832	127 273
Divers	103 496	76 142	101 501
Total	2 088 657	2 514 616	2 370 553

* Cette rubrique permet de rétablir l'équilibre entre les actifs et les passifs, suite à la constatation au compte de résultat de gains ou de pertes relatifs à l'évaluation des opérations de hors-bilan en devises. Une rubrique similaire figure en note 5.

Note 11. Provisions

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Provisions pour risques de contrepartie	15 866	19 377	16 129
Provisions pour risques de contrepartie sur encours sains	15 866	19 377	16 129
Provisions sectorielles			
Provisions pour litiges	2 228		
Litiges fiscaux			
Autres litiges	2 228		
Autres provisions	823	1 058	
Autres provisions *	823	1 058	
Total	18 917	20 435	16 129

* Il s'agit d'une provision correspondant à une estimation d'un amortissement accéléré de plusieurs soulttes de résiliation.

Mouvements de la période (en I<€)	31/12/2016	Mouvements 2017				31/12/2017
		Dotations	Reprises Utilisées	Non utilisées	Autres mouvements	
Provisions pour risques de contrepartie	19 377			3 511		15 866
Provisions pour risques de contrepartie						

sur encours sains	19 377			3 511		15 866
Provisions sectorielles						
Provisions pour litiges		2 228				2 228
Litiges fiscaux						
Autres litiges		2 228				2 228
Autres provisions	1 058			235		823
Autres provisions	1 058			235		823
Total	20 435	2 228	0	3 746	0	18 917

Note 12. Evolution des capitaux propres

(en k€)	À nouveau 01/01/2016	Affectations	Variations de capital et de réserves		Montant au 31/12/2016	Affectations	Variations de capital et de réserves		Montant au 31/12/2017
			Dividendes payés en actions	Autres variations			Dividendes payés en actions	Autres variations	
Capital social ¹	2 537 460				2 537 460				2 537 460
Primes d'apport •	343 002				343 002				343 002
Réserves									
Réserve légale	52 326	6 625			58 951	4 684			63 635
Réserve générale	55 517				55 517				55 517
Réserves réglementées									
dont:									
• Réserves réglementées									
de réévaluation									
• Réserves spéciales des									
plus-values long terme									
Report à nouveau	92 901	-1 011			91 889	- 4 576			87 313
Situation nette avant résultat de l'exercice	3 081 207				3 086 820				3 086 927
Résultat de l'exercice									
avant répartition	132 486	- 132 486			93 676	- 93 676			58 205
Situation nette après résultat de l'exercice	3 213 693				3 180 495				3 145 132
Dividendes distribués		126 873				93 568			

(en k€)	À nouveau 01/01/2016	Variations de provisions		Montant au 31/12/2016	Affectations	Variations de provisions		Montant au 31/12/2017
		Dotations	Reprises			Dotations	Reprise	
Provision spéciale de réévaluation								
Autres provisions réglementées								
Provisions réglementées								
Montant des capitaux propres avant répartition	3 213 693			3 180 495				3 145 132

(en k€)	À nouveau 01/01/2016	Affectations	Variations de FRBG		Montant au 31/12/2016	Affectations	Variations de FRBG		Montant au 31/12/2017
			Dotations	Reprises			Dotations	Reprise	
Fonds pour risques bancaires généraux	20 000				20 000				20 000
Total	3 233 693				3 200 495				3 165 132

* Après l'augmentation de capital du 15 septembre 2015, le capital social est composé de 158 591 246 actions ordinaires d'une valeur nominale de 16 €, qui confèrent toutes à leurs détenteurs les mêmes droits.
Aucune réévaluation libre n'a été pratiquée à ce jour.

Note 12 bis. Proposition d'affectation du résultat

(en k€)	31/12/2017
Origines	
Report à Nouveau	87 313
Résultat de l'exercice	58 205
Acompte sur dividendes	
Prélèvement sur les réserves	
Affectations	
Affectation aux réserves	
• Réserve légale	2 911
• Réserve spéciale des plus-values à long terme	
• Autres réserves	
Dividendes	58 203
Autres répartitions	
Report à nouveau	84 404
Totaux	145 518
	145 518

Note 13. Engagements donnés

(en K€)	31/12/2017		31/12/2016		31/12/2015	
	Prêts autorisés non encore mis en place	Montants non débloqués sur prêts autorisés partiellement mis en place	Prêts autorisés non encore mis en place	Montants non débloqués sur prêts autorisés partiellement mis en place	Prêts autorisés non encore mis en place	Montants non débloqués sur prêts autorisés partiellement mis en place
Engagements de financement	847 071	392	785 179	4 323	756 263	99 702
<i>Engagements secteur aidé</i>						
<i>Engagements hors groupe</i>						
• Établissements de crédit						
• Clientèle						
<i>Engagements secteur concurrentiel</i>	<i>847 071</i>	<i>392</i>	<i>785 179</i>	<i>4 323</i>	<i>756 263</i>	<i>99 702</i>
<i>Engagements hors groupe</i>	<i>847 071</i>	<i>392</i>	<i>785 179</i>	<i>4 323</i>	<i>756 263</i>	<i>99 702</i>
• Clientèle (1)	847 071	392	785 179	4 323	756 263	99 702
<i>Engagements groupe</i>						
• Établissements de crédit						
Engagements de garantie	306 078		79 104		556 624	
<i>Engagements hors groupe</i>	<i>306 078</i>		<i>79 104</i>		<i>556 624</i>	
Autres valeurs affectées en garanties (2)	306 078		79 104		556 624	
Engagements sur titres						
Autres engagements donnés						
Total (3)	1 153 541		868 607		1 412 588	

(1) Concernant les engagements de financement donnés à la clientèle, les principales variations sont les suivantes :

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Ouvertures de crédit permanent (encours repris d'Isis CIB)	794 018	689 729	756 263
État (financement de primes d'épargne logement)	53 053	95 450	100 000

(2) Ce poste représente les actifs et titres déposés en garantie à la Banque de France, dans le cadre du pool de Gestion Globale des Garanties, dont :

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Titres	231 626		
Créances	74 452	79 104	556 624

Les créances présentées et acceptées par la Banque de France sont valorisées à la valeur comptable ; les titres le sont à la valeur BCE avant déduction du haircut.

(3) Dont :

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Engagements douteux	392	422	830

Note 14. Engagements reçus

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financement	31 484 834	31 032 177	29 096 967
<i>Engagements hors groupe</i>	<i>563 114</i>	<i>258 292</i>	<i>489 828</i>
Établissements de crédit (1)	563 114	258 292	489 828
<i>Engagements groupe</i>	<i>30 921 720</i>	<i>30 773 885</i>	<i>28 607 139</i>
Garantie de rachat			
Établissements de crédit (2)	3 000 000	3 400 000	3 000 000
Autres valeurs reçues en garantie du groupe (3)	27 921 720	27 373 885	25 607 139
Engagements de garantie	36 516 018	39 103 926	39 558 343
<i>Engagements hors groupe</i>	<i>34 234 487</i>	<i>36 576 008</i>	<i>39 086 007</i>
Établissements de crédit et assimilés (4)	4 957 184	4 527 003	5 393 523
Clientèle (5)	29 277 303	32 049 005	33 692 484
<i>Engagements groupe (6)</i>	<i>2 281 532</i>	<i>2 527 918</i>	<i>472 335</i>
Établissements de crédit et assimilés	2 172 487	2 456 535	472 335
Clientèle	109 045	71 383	
Engagements sur titres	60 000		
Autres titres à recevoir	60 000		
Total	68 060 852	70 136 102	68 655 309

(1) Les engagements de financement hors groupe comprennent un engagement reçu de la Banque de France au titre du pool de Gestion Globale des Garanties dont le montant au 31 décembre 2017 s'élève à 265,6 M€ contre 53,3 M€ au 31 décembre 2016.

(2) Ligne de crédit signée entre la Compagnie de Financement Foncier et BPCE en date du 2 mai 2012 pour 3 Md€.

(3) Garanties relatives à des créances et titres détenus et mises en place sur des prêts qui lui sont consentis dans le cadre de l'article L. 211-38 et de billets hypothécaires.

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
• Garanties reçues du Crédit Foncier au titre de prêts SPT (L. 211-38) :	18 789 564	10 412 727	10 348 612
• Garanties reçues de BPCE SA au titre des valeurs de remplacement (L. 211-38 - VR) :	6 590 777	6 656 400	6 655 400
• Garanties reçues des Caisses d'Épargne, des Banques Populaires, de BPCE au titre de prêts SPT (L. 211-38) :	2 541 378	2 542 445	2 555 844
• Garanties reçues du Crédit Foncier au titre des billets hypothécaires :		7 762 299	6 047 283

(4) Dont principalement :

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
• Garanties reçues du Crédit Logement notées Aa3 (Moody's) :	3 264 384	2 728 231	1 712 796
• Garanties reçues de Crésérfi :	269 305	6 412	324 625
• Garanties de rehaussement de titres reçues de sociétés d'assurance :	1 443 543	1 631 601	1 671 073

(5) La Compagnie de Financement Foncier procède à la comptabilisation des garanties attachées à certains types de concours à la clientèle inscrits au bilan compte tenu de leur caractère significatif.

Ces garanties se ventilent comme suit :

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
• Garanties de l'État sur les prêts notamment du secteur aidé :	146 627	173 655	241 191
• Garanties de la SGFGAS sur les prêts éligibles au FGAS et apportées par l'État :	16 874 627	16 966 939	16 603 041
• Garanties hypothécaires pour les prêts hypothécaires ne bénéficiant que de cette garantie :	10 062 833	12 340 130	13 642 321
• Garanties accordées par des collectivités locales et divers :	1 325 846	1 607 601	2 213 582
• Garanties de rehaussement de titres accordées par des États :	867 371	960 680	992 349

(6) Au 31 décembre 2017, une garantie reçue de BPCE sur titres pour 800 M€, ainsi qu'une garantie reçue du Crédit Foncier sur des titres et créances pour un montant de 21,4 M€.

Note 15. Opérations sur instruments financiers à terme

(en k€)	31/12/2017		31/12/2016		31/12/2015	
	Euros	Devises (2)	Euros	Devises (2)	Euros	Devises (2)
Marchés de gré à gré						
Opérations conditionnelles (montants nominaux)	1 615 671		1 882 745		2 191 843	
Opérations de couverture (achats)						
• Instruments de taux	1 615 671		1 882 745		2 191 843	
• Instruments de change						
• Autres instruments						
Autres opérations conditionnelles						
Opérations conditionnelles (juste valeur)	4 285		8 619		13 183	
Opérations fermes (montants nominaux)	70 094 424	9 130 872	70 325 602	12 279 430	68 864 424	13 629 839
Opérations de couverture						
• Instruments de taux	62 404 320	310 747	60 790 418	326 490	58 208 844	364 965
• Instruments de change (3)	7 690 104	8 820 125	9 535 184	11 952 940	10 655 581	13 264 874
• Autres instruments						
Autres Opérations						
Opérations fermes (juste valeur) (1)	2 084 636	-1 901 504	1 798 965	- 3 477 545	1 598 783	159 816
Opérations fermes et conditionnelles	71 710 096	9 130 872	72 208 347	12 279 430	71 056 267	13 629 839
Total (2) (Montants nominaux)	80 840 968		84 487 777		84 686 107	
Total (Juste valeur)	187 417		- 1 669 961		1 771 782	

La Compagnie de financement Foncier n'a aucun dérivé traité sur le marché organisé.

(1) Données communiquées en application du règlement ANC n° 2014-07.

(2) Contre-valeur euros des notionnels en date d'arrêté.

(3) Ces positions correspondent à des swaps financiers de devises. Elles sont représentatives d'une position de change à terme, une position strictement inverse existe au bilan au sein des positions de change comptant (cf. note 25)

Note 16. Intérêts, produits et charges assimilés

(en k€)	31/12/2017			31/12/2016	31/12/2015
	Produits	Charges	Net	Net	Net
Opérations interbancaires	297 114	- 91 781	205 333	110 974	81 897

Intérêts sur les comptes Banque Centrale		- 7 331	- 7 331	- 7 590	- 4 159
Intérêts sur les comptes ordinaires	5	-331	-325	- 174	1
Intérêts sur opérations à terme	31 242	- 74 998	- 43 756	- 35 023	- 25 647
Intérêts sur les prêts subordonnés					
Intérêts sur créances garanties (valeurs de remplacement)	265 867		265 867	156 785	124 282
Intérêts sur titres reçus/donnés en pension livrée		12 016	12 016	8 211	1 476
Engagements de financement et de garantie					
Autres produits et charges d'intérêts					
Opérations de couverture (netting)		- 21 137	- 21 137	- 11 235	- 14 055
Pertes couvertes sur créances					
Pertes non couvertes sur créances					
Flux net des provisions					
Opérations avec la clientèle	769 450	- 113 143	656 308	899 781	1 171 279
Intérêts sur comptes à vue, à terme, et à régime spécial					
Intérêts sur prêts à la clientèle	700 527		700 527	940 175	1 096 671
Intérêts sur les prêts subordonnés					
Intérêts sur prêts douteux	48 201		48 201	46 980	44 854
Étalement des accessoires aux crédits (CRC 2009-03)	991		991	- 419	- 608
Intérêts sur gages espèces des RMBS					
Autres produits et charges d'intérêts	19 725	64	19 789	74 021	- 6 076
Produits sur engagements de financement et de garantie	6		6	1	21
Opérations de couverture (netting)		- 103 178	- 103 178	- 160 832	39 251
Pertes couvertes sur créances		- 2 049	- 2 049	- 278	- 735
Pertes non couvertes sur créances		- 7 373	- 7 373	- 861	- 10
Flux net des provisions *		- 606	- 606	993	- 2 089
Opérations de location financement					
Opérations sur portefeuille titres	1 372 641	- 1 867 447	- 494 806	- 477 780	- 607 978
Intérêts sur titres de placement	13 737		13 737	108 487	70 301
Étalement des décotes/surcotes sur titres de placement					
Intérêts sur titres d'investissement	337 045		337 045	381 251	376 410
Étalement des décotes/surcotes sur titres d'investissement	- 37 223		- 37 223	- 36 493	- 13 275
Intérêts sur BMTN émis		- 1 845	- 1 845	- 1 560	- 2 003
Intérêts sur certificats de dépôts émis					
Intérêts sur billets hypothécaires émis					
Intérêts et charges sur emprunts obligataires		- 1 816 722	- 1 816 722	- 2 037 434	- 2 360 207
Intérêts sur titres douteux					
Opérations de couverture (netting)	1 059 082	- 48 880	1 010 202	1 107 969	1 312 639
Pertes sur créances irrécouvrables					- 2 951
Flux net des provisions					11 108

(en k€)	31/12/2017			31/12/2016	31/12/2015
	Produits	Charges	Net	Net	Net
Dettes subordonnées					- 30 910
Charges sur titres subordonnés à terme					- 30 910
Charges sur dettes subordonnées – établissements de crédit					
Charges sur dettes subordonnées – clientèle					
Autres intérêts, produits et charges assimilés	16 918	-276 404	-259 486	- 253 990	- 358 397
Produits sur dettes constituées par des titres	16 683		16 683	36 971	42 317
Commissions sur dérivés de crédit					
Engagements reçus/donnés sur titres		-4 388	-4 388	- 8 416	- 3 688
Autres produits et charges d'intérêts					
Opérations de macrocouverture (netting)		-272 016	-272 016	- 281 486	- 397 025
Flux net des provisions	235		235	- 1 058	
Total des intérêts, produits et charges assimilés	2 456 124	-2 348 774	107 350	278 984	255 891

* Impact net sur intérêts clientèle figurant en Marge nette d'intérêt.

Note 17. Commissions nettes

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Commissions sur opérations interbancaires et de trésorerie (Net)	- 9	- 8	- 10
Produits			
Charges	- 9	- 8	- 10
Commissions sur opérations avec la clientèle (Net) *	96 161	82 969	109 659
Produits	96 161	82 969	109 659
Charges			

Commissions sur opérations sur titres (Net)	- 1 112	- 1 441	- 1 550
Produits			
Charges	- 1 112	- 1 441	- 1 550
Autres commissions (Net)	- 493	- 594	- 584
Produits	3	3	52
Charges	- 496	- 598	- 636
Produits	96 164	82 972	109 711
Charges	- 1 617	- 2 047	- 2 195
Commissions nettes	94 547	80 926	107 515

* Les commissions sur opérations avec la clientèle représentent les indemnités perçues des clients suite aux opérations de remboursement anticipé des crédits. Le niveau de ces commissions est par conséquent directement corrélé au volume des crédits ainsi remboursés. Le taux de remboursement anticipé moyen constaté sur les crédits aux particuliers reste important, à 16,5 % des encours pour 2017.

Note 18. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Résultat sur opérations de change et d'arbitrage	- 117	- 456	213
Charges sur autres instruments financiers			
Produits sur autres instruments financiers			
Dotation aux provisions pour risques sur IFT			
Reprise des provisions pour risques sur IFT			
Gains/pertes nets sur opérations des portefeuilles de négociation	- 117	- 456	213

Note 19. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en k€)	31/12/2017			31/12/2016	31/12/2015
	Produits	Charges	Net	Net	Net
Charges refacturées, produits rétrocédés, transferts de charges	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	129	- 2 299	- 2 169	2	25
Autres produits et charges divers d'exploitation *	129	- 70	59	2	25
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation *		- 2 228	- 2 228		
Total	129	- 2 299	- 2 169	2	25
* Détails					
Autres produits et charges divers d'exploitation	129	- 2 299	- 2 169	2	25
• Passages à profits exceptionnels	73		73		
• Autres produits divers d'exploitation	56		56	7	77
• Pertes sur intérêts reportés et PTR				- 4	- 10
• Passages à pertes exceptionnelles		- 65	- 65		
• Autres charges diverses d'exploitation		- 5	- 5		- 41
• Dotations aux provisions		- 2 228	- 2 228		

Note 20. Charges générales d'exploitation

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Frais de personnel	- 73	- 60	- 217
Salaires et traitements	- 46	- 54	- 167
Charges des régimes à prestations et cotisations définies		- 2	- 9
Autres charges sociales et fiscales *	- 28	- 5	- 41
Dotations/reprises sur provisions pour litiges			
Autres frais administratifs	- 117 827	- 127 629	- 122 938
Impôts, taxes et contributions réglementaires	- 21 638	- 23 033	- 19 194
CET et CVAE	- 1 705	- 3 650	- 1 935
Contribution sociale de solidarité	- 3 165	- 4 617	- 5 185
Contribution aux frais de contrôle de l'ACPR	- 815	- 835	- 791
Taxe systémique bancaire	- 2 741	- 3 481	- 3 942
Contribution au Fonds de Résolution Unique	- 11 071	- 8 411	- 5 739
Contribution aux frais de contrôle BCE	- 1 082	- 1 018	- 818
Autres impôts et taxes	- 1 060	- 1 020	- 784
Dotations/reprises de provisions pour litiges sur impôts et taxes			
Services extérieurs	- 96 189	- 104 596	- 103 744
Locations			
Services extérieurs fournis par le groupe	- 93 440	- 100 802	- 100 203
Honoraires, sous-traitance et prestations	- 2 460	- 3 467	- 3 211
Publicité	- 161	- 200	- 234
Rémunérations d'intermédiaires			
Transports et déplacements			

Entretiens et réparations			- 4
Primes d'assurance			
Autres services extérieurs	- 129	- 128	- 92
Dotations/reprises de provisions pour litiges sur services extérieurs			
Dotations/reprises de provisions pour charges sur services extérieurs			
Autres Charges			
Charges refacturées			
Charges générales d'exploitation	- 117 901	- 127 689	- 123 155

* Le montant global des rémunérations perçues par les organes de direction au 31 décembre 2017 s'élève à 46 k€. Par décision de Conseil d'administration de la Compagnie de Financement Foncier du 9 février 2016, plus aucune rémunération n'est attribuée aux organes de direction depuis le 1er février 2016. Le montant comptabilisé en 2017 en « autres charges sociales et fiscales » correspond à des rappels de taxe d'apprentissage sur années antérieures.

Note 21. Coût du risque

(en k€)	31/12/2017			31/12/2016	31/12/2015
	Charges	Produits	Net	Net *	Net **
Dotations/Reprises nettes sur titres d'investissement					104 000
Dotations/Reprises sur opérations sur titres (1)					104 000
Dotations/Reprises nettes sur opérations clientèle	- 79 404	99 294	19 890	- 44 156	- 42 221
Dépréciations sur opérations avec la clientèle	- 79 404	95 783	16 379	- 40 908	- 41 767
Provisions pour risques de contrepartie sur encours sains		3 511	3 511	- 3 248	- 455
Provisions sectorielles					
Gains/Pertes et récupérations sur opérations clientèle	- 30 246	5 445	- 24 801	17 079	15 267
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par provisions	- 24 442		- 24 442	19 791	12 797
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par provisions	- 2 598		- 2 598	- 6 741	- 8 176
Récupérations sur créances amorties		5 445	5 445	4 029	10 647
Frais d'actes et de contentieux	- 3 206		- 3 206		
Pertes et récupérations sur autres opérations					- 91 799
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes (1)					- 91 799
Coût du risque	- 109 650	104 739	- 4 910	- 27 078	- 14 753

(1) Donnée correspondante à la perte en capital enregistrée consécutivement à la cession des titres HETA en 2015. Cette perte était couverte par la provision sur titres d'investissement de 104 M€, dotée en 2014 et intégralement reprise en juin 2015.

*/** Coût du risque neutralisé de l'impact sur les titres HETA				- 27 078	- 26 954
--	--	--	--	----------	----------

Note 22. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Plus ou moins-values de cessions des titres d'investissement	7 458	- 48	- 4 032
Dotations sur dépréciations titres d'investissement			
Reprises sur dépréciations titres d'investissement			
Gains ou pertes sur autres actifs	7 458	- 48	- 4 032

Note 23. Impôts sur les bénéfices

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Composante de la charge d'impôt			
Charge (produit) d'impôt courant (1)	189 771	- 16 862	48 551
Charge (produit) d'impôt différé (1) (2)	- 215 823	- 94 104	- 137 771
Provisions pour impôts différés			
Provisions sur risques ou litiges fiscaux			
Total	- 26 052	- 110 965	- 89 220
Ventilation des impôts différés de la période			
Soulttes de résiliations de swaps	- 213 626	- 111 212	- 117 722
Provisions clientèle y compris provisions risque de crédit	- 9 130	- 231	3 272
Provisions sur titres d'investissement			
Autres différences temporelles	6 933	17 339	- 23 321
Total	- 215 823	- 94 104	- 137 771

(1) En application de la convention d'intégration fiscale conclue entre la Compagnie de Financement Foncier, BPCE et le Crédit Foncier, la Société enregistre en produit d'impôt l'économie fiscale potentielle liée au déficit constaté sur la période, à percevoir de la société mère intégrante Crédit Foncier (cf. note 4). Inversement la Société enregistre une charge d'impôt potentiel liée au bénéfice fiscal constaté sur la période, à payer à la société mère intégrante Crédit Foncier. L'augmentation respective de chacune des deux composantes est essentiellement liée au point mentionné au 2.5 de la note 1.

(2) Dont - 0,195 K€ au titre du report variable pour 2017.

Note 24. Opérations avec les établissements de crédit liés (1)

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2017 Évaluation des actifs reçus en garantie (2)
---------	------------	------------	------------	--

Bilan				
Éléments d'actif				
<i>Créances sur les établissements de crédit</i>				
À vue	148 657	243 976	460 025	
À terme				
Créances à terme garanties par des valeurs reçues en pension	27 564 703	19 439 806	19 445 786	27 921 720
• Prêts L. 211-38 garantis par des créances SPT	11 838 381	12 826 941	12 831 385	11 908 290
• au Crédit Foncier	9 332 000	10 303 000	10 290 500	9 366 912
• à BPCE	2 320 000	2 320 000	2 320 000	2 353 458
• à d'autres entités du groupe	186 381	203 941	220 885	187 920
• Prêts L. 211-38 garantis par des prêts immobiliers	9 111 500			9 422 653
• aux particuliers	8 856 500			9 134 431
• aux professionnels	255 000			288 222
• Prêts L. 211-38 inscrits en valeurs de remplacement	6 600 000	6 600 000	6 600 000	6 590 777
• à BPCE	6 600 000	6 600 000	6 600 000	6 590 777
• Créances rattachées	14 822	12 865	14 401	
<i>Opérations avec la clientèle</i>				
Créances				
<i>Opérations sur titres</i>				
Obligations et autres titres à revenu fixe	61 692	7 389 310	5 831 170	
• Billets hypothécaires		7 321 281	5 749 962	
• au Crédit Foncier		7 321 281	5 749 962	
• Autres titres à revenu fixe	58 802	61 497	72 457	
• Créances rattachées	2 890	6 532	8 750	
Autres actifs (2)				
Débiteurs divers	194 060		55 131	
Total des éléments d'actif	27 969 112	27 073 092	25 792 112	27 921 720
Éléments de passif				
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>				
À vue			59	
À terme	6 228 709	5 151 053	6 521 208	
Titres donnés en pension livrée	1 718 131	3 629 830	3 318 110	
<i>Opérations avec la clientèle</i>				
À vue				
<i>Opérations sur titres</i>				
Dettes représentées par un titre				
Dettes subordonnées				
<i>Autres passifs</i>				
Créditeurs divers	63 553	50 967	16 615	
Total des éléments de passif	8 010 393	8 831 850	9 855 992	

La Compagnie de Financement Foncier n'effectue pas de transactions non conclues aux conditions de marché entre parties liées (règlement 2014-07).

(1) La notion d'établissements de crédit liés fait référence au périmètre de consolidation du Groupe BPCE auquel appartient la Compagnie de Financement Foncier.

(2) Les actifs reçus en garantie sont évalués à hauteur de leur capital restant dû déterminé en date d'arrêt.

Note 25. Etat des positions de change

■ Au 31 décembre 2017

Rubriques (en k€)	\$ Australien	\$ Canadien	\$ US	Livres sterling	Francs suisses	Yen	Forint Hongrois	\$ Néo- zélandais	Couronne Norvégienne	Couronne Danoise	Total
Bilan											
Actifs financiers	30	9	2 013 131	123 629	1 243 843	1 606 005	11	35	6 924	7	4 993 624
Passifs financiers			256 767	646 086	2 350 139	95 592			429 418		3 778 002
Différentiel bilan (I)	30	9	1 756 364	- 522 457	- 1 106 296	1 510 413	11	35	- 422 494	7	1 215 622
Hors-Bilan											
Engagements reçus			377 157	619 562	2 302 918	81 316			422 494		3 803 447
Engagements donnés			2 133 499	97 102	1 194 378	1 591 698					5 016 677
Différentiel hors-bilan (II)			- 1 756 342	522 460	1 108 540	- 1 510 382			422 494		-1 213 230
Différentiel global (I)+(II)	30	9	22	3	2244	31	11	35	0	7	2 392

Les actifs financiers sont constitués des créances sur les établissements de crédit, des créances sur la clientèle.

Les passifs financiers comprennent des dettes envers les établissements de crédit, les comptes créditeurs de la clientèle, les dettes représentées par un titre.

Note 26. Etat des positions : risque de liquidité

■ Au 31 décembre 2017

Rubriques (en €)	Durée résiduelle					Total (2)
	< 3 mois	3M<D<6M	6M<D<1A	1A<D<5A	>5ans	
Bilan						
<i>Actifs financiers (1)</i>	7 852 037	1 002 128	2 204 142	18 179 908	44 052 815	73 291 030
Créances sur les établissements de crédit	7 052 500	442 292	905 300	8 125 265	12 049 155	28 574 512
Créances sur la clientèle	720 455	554 525	1 229 232	9 000 585	25 437 394	36 942 191
Obligations et autres titres à revenu fixe	79 082	5 311	69 610	1 054 058	6 566 266	7 774 327
Prêts subordonnés à terme						
<i>Passifs financiers</i>	6 833 380	5 083 498	2 023 477	26 063 273	30 650 739	70 654 367
Dettes envers les établissements de crédit	6 748 830	102 938	1 072 421	9 403	11 646	7 944 788
Comptes créditeurs de la clientèle						
Dettes représentées par un titre:	85 000	4 980 560	951 056	26 053 870	30 639 093	62 709 579
• <i>Bons de caisse</i>						
• <i>Titres du marché interbancaire</i>						
• <i>Titres des créances négociables</i>				150 000		150 000
• <i>Obligations</i>	85 000	4 980 560	951 056	25 903 870	30 639 093	62 559 579
• <i>Autres dettes constituées par des titres</i>						
Dettes subordonnées à terme						
Différentiel bilan (1)	1 018 657	- 4 081 370	180 665	- 7 883 365	13 402 076	2 636 663
Hors-bilan						
Engagements donnés			847 463			847 463
Engagements reçus	265 689			3 000 000		3 265 689
Différentiel hors-bilan (II)	265 689		- 847 463	3 000 000		2 418 226
Différentiel Global (1) + (II)	1 284 346	- 4 081 370	- 666 798	- 4 883 365	13 402 076	5 054 889
Positions conditionnelles			4 500	28 622	1 582 549	1 615 671

(1) Parmi les actifs financiers de la Compagnie de Financement Foncier figurent 4,9 Md€ de titres et créances répondant aux critères d'éligibilité au refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non encombrés.

(2) La différence avec les montants figurant au bilan s'explique essentiellement par les créances impayées, les créances douteuses et les créances rattachées.

Note 27. Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications (en €)	2013	2014	2015	2016	2017
I) Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	1 187 459 936	1 187 459 936	2 537 459 936	2 537 459 936	2 537 459 936
b) Nombre d'actions émises	74 216 246	74 216 246	158 591 246	158 591 246	158 591 246
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
II) Résultat global des opérations effectuées					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	3 951 959 039	3 483 192 834	3 238 589 705	2 933 578 888	2 543 480 488
b) Résultat avant impôt, incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice et dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	522 287 700	211 614 676	136 262 954	232 455 527	66 965 494
c) Impôt sur les bénéfices (1)	476 207 470	- 8 920 504	- 48 551 006	16 483 217	- 26 052 279
d) Incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
e) Résultat après impôt, incidence de la participation au titre de l'exercice et dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	32 593 283	84 328 007	132 485 939	93 676 428	58 204 957
f) Montant des bénéfices distribués	30 428 661	74 216 246	126 872 997	93 568 835	58 202 987
III) Résultat des opérations réduit à une seule action (2)					
a) Résultat après impôt, incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice mais avant dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	0,62	0,19	0,48	0,77	0,26
b) Résultat après impôt, incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice et dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	0,44	0,07	1,34	0,59	0,37
c) Dividende versé à chaque action	0,41	1,00	0,80	0,59	0,37
IV) Personnel					
a) Nombre de salariés	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif
• <i>Catégorie cadres</i>	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif
• <i>Catégorie employés et maîtrise</i>	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
b) Montant de la masse salariale	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif

(1) Au 31 décembre 2015, le déficit fiscal de la Compagnie de Financement Foncier avait fait l'objet d'une indemnisation au titre de l'économie d'impôt transféré au groupe d'intégration fiscale et ce conformément à la convention d'intégration fiscale.

(2) Le résultat par action est déterminé en fonction du nombre moyen d'actions de l'exercice concerné.

Note 28. Tableau des flux de trésorerie

1. Principes

Le tableau des flux de trésorerie analyse l'évolution de la trésorerie, provenant des opérations d'exploitation, d'investissement et de financement, entre deux périodes.

Le tableau des flux de trésorerie de la Compagnie de Financement Foncier est présenté selon la recommandation 2004-R-03 du Conseil national de la comptabilité, relative au format des documents de synthèse des entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière.

Il est établi selon la méthode indirecte. Le résultat de l'exercice est retraité des éléments non monétaires : dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, dotations nettes aux dépréciations, provisions, autres mouvements sans décaissement de trésorerie, comme les charges à payer et les

produits à recevoir. Les flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation, d'investissement et de financement sont déterminés par différence entre les postes des comptes annuels de l'exercice précédent et de l'exercice en cours. Les opérations sur le capital sans flux de trésorerie ou sans incidence sur le résultat, sont neutres : paiement du dividende en actions, dotation d'une provision par imputation sur le report à nouveau.

La répartition des activités de la Compagnie de Financement Foncier entre les catégories d'exploitation, d'investissement et de financement tient compte de son statut de société de crédit foncier.

Les activités d'exploitation comprennent :

- l'acquisition de prêts éligibles ;
- l'acquisition de parts de titrisation, de titres d'entités publiques ;
- l'émission d'obligations foncières et d'autres ressources à long terme, non subordonnées.

Les activités de financement incluent :

- les dividendes versés en numéraire ;
- l'émission et le remboursement d'emprunts subordonnés.

La trésorerie est définie selon les normes du Conseil national de la comptabilité. Elle comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue à la Banque de France, aux Comptes Courants Postaux et chez les établissements de crédit.

2. Tableau des flux de trésorerie

(en k€)	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015
Activités d'exploitation			
Résultat de l'exercice	58 205	93 676	132 486
Retraitements du résultat, liés aux opérations d'exploitation			
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles			
Dotations nettes aux dépréciations/clientèle et établissements de crédit	- 15 774	17 380	29 211
Dotations nettes aux dépréciations/titres de placement			
Dotations nettes aux dépréciations/titres d'investissement			- 115 108
Dotations nettes aux provisions/crédits	- 3 746	4 306	455
Gains nets sur la cession d'immobilisations			
Autres mouvements sans décaissement de trésorerie	156 331	957 331	- 606 237
Flux de trésorerie sur prêts aux établissements de crédit et à la clientèle	- 4 322 888	945 978	1 439 818
Flux de trésorerie sur titres de placement	7 321 281	- 1 571 315	1 567 579
Flux de trésorerie sur titres d'investissement	497 281	- 384 249	628 600
Flux sur autres actifs	5 065	258 864	544 053
Flux sur dettes/établissements de crédit et clientèle	- 832 145	- 1 062 401	4 798 405
Émissions nettes d'emprunts	- 3 877 663	- 1 423 161	- 1 567 500
Flux sur autres passifs	- 608 751	- 747 505	- 651 939
Trésorerie nette utilisée par les activités d'exploitation	- 1 622 804	- 2 911 096	6 199 823
Activités d'investissement			
Flux liés à la cession de :			
<i>Actifs financiers</i>			
<i>Immobilisations corporelles et incorporelles</i>			
Décaissements pour l'acquisition de :			
<i>Actifs financiers</i>			
<i>Immobilisations corporelles et incorporelles</i>			
Flux net provenant d'autres activités d'investissement			
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement			
Activités de financement			
Flux de trésorerie due à l'émission d'actions			
Dividendes versés	- 93 569	- 126 873	- 74 216
Émissions nettes de dettes subordonnées			
Autres			
Trésorerie nette due aux activités de financement	- 93 569	- 126 873	- 74 216
Variation nette de la trésorerie	- 1 716 373	- 3 037 969	6 125 607
Trésorerie à l'ouverture	2 428 398	5 466 367	1 440 760
Trésorerie à la clôture	712 025	2 428 398	5 466 367
Net	- 1 716 373	- 3 037 969	4 025 607
Caisse : dépôts en Banque de France	670 000	2 400 000	5 360 083
Créances à vue établissements de crédit *	42 025	28 398	106 284
Total	712 025	2 428 398	5 466 367
* Dont :BPCE	39 819	27 744	90 442

Note 29. Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux

(en k€)	KPMG				PWC			
	Montant (TTCND)		%		Montant (TTCND)		%	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016

Audit	305	303	100 %	100 %	300	321	100 %	100 %
Missions de certification des comptes	216	192	71 %	63 %	210	214	70 %	67 %
Services autres que la certification des comptes	89	111	29 %	37 %	90	107	30 %	33 %

Ces sommes figurent dans le compte de résultat.

Les "services autres" que la certification des comptes ont trait à la rédaction des lettres de confort, dans le cadre des émissions.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

A l'assemblée générale

Compagnie de Financement Foncier
19 rue des Capucines
75001 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compagnie de Financement Foncier relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 50 paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Impôts courants et différés

Risque identifié	Notre approche d'audit
Comme indiqué dans les notes annexes, la Compagnie de Financement Foncier a opté pour la comptabilisation des impôts différés dans ses comptes sociaux pour toute différence temporelle entre la valeur fiscale et comptable de ses actifs ou passifs.	Nous avons pris connaissance du dispositif mis en œuvre par la société pour calculer ses impôts courants et identifier les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs inscrits au bilan de la Compagnie de Financement Foncier.
Au cours de l'exercice 2017, les impôts différés actifs ont évolué de manière significative du fait notamment de la révision du traitement fiscal de certaines soultes versées sur swaps de macro-couverture antérieurement résiliées générant une créance d'impôt vis-à-vis de BPCE compensée par une réduction quasi équivalente de la position nette d'impôts différés.	Nous avons examiné, en lien avec nos spécialistes fiscaux : - les calculs d'impôts courants et d'impôts différés, - le traitement comptable et fiscal des principales opérations de l'exercice ayant impacté l'impôt courant ainsi que les bases d'impôts différés actives et passives, - le résultat des précédents contrôles fiscaux pour identifier d'éventuels risques fiscaux ou anomalies de traitement.
Par ailleurs, les récentes évolutions de la réglementation fiscale française en matière d'impôt sur les sociétés ont eu une incidence sur le calcul des impôts différés.	Nous avons par ailleurs : - examiné les incidences comptables des évolutions de la législation fiscale, - recalculé en particulier l'effet du report variable et - analysé la preuve d'impôt à la clôture de l'exercice.
La comptabilisation des actifs et passifs d'impôts constitue un point clé de l'audit compte tenu : - de l'importance des impacts induits par certaines opérations de l'exercice et par les évolutions législatives fiscales intervenues sur l'exercice, - du nombre important et de l'incidence des retraitements entre la comptabilité et	

la fiscalité conduisant à la constatation des impôts différés. Au 31 décembre 2017, les actifs d'impôts différés s'élèvent à 229 M€. Pour plus de détails sur les principes comptables, se référer aux notes 2.6 (Faits significatifs de l'exercice 2017), 4.3.9 (Impôt sur les bénéfices), 5 (Comptes de régularisation Actif) et 23 (Impôt sur les bénéfices).

Système d'information : gestion des accès aux systèmes d'information

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>Comme tous les établissements de crédits ayant des volumes de transactions quotidiens importants, la Compagnie de Financement est fortement dépendante de ses systèmes d'information.</p> <p>Notre approche d'audit s'appuie, dans ce contexte, sur certains contrôles automatisés liés aux accès et la gestion de ces systèmes d'information. Nous portons une attention particulière à la gestion des habilitations qui permet à la Compagnie de Financement Foncier de s'assurer que les utilisateurs sont autorisés à accéder aux applicatifs et à effectuer des modifications, réduisant ainsi le risque de fraude ou d'erreur liée à des modifications non autorisées du paramétrage des applications ou des données sous-jacentes.</p> <p>Dans le cadre d'une importante migration informatique de ses systèmes d'information sur une plateforme et des applicatifs groupe, intervenue fin 2015, la Compagnie de Financement Foncier a dû consentir des droits d'accès élargis à un nombre important d'acteurs de la banque dans l'attente de la finalisation de certains développements spécifiques.</p> <p>Un plan de remédiation a été mis en œuvre post migration mais n'a pu aboutir que progressivement sur l'exercice. Nous avons considéré que cette situation constituait une zone de risque particulière et par conséquent un point clé de notre audit.</p>	<p>Nous avons pris connaissance et vérifié la mise en application effective des plans de remédiation mis en œuvre par la banque et de leur calendrier de déploiement afin d'évaluer la nature de nos travaux complémentaires pour les périodes ou périmètres éventuellement non couverts par nos tests sur les systèmes d'information.</p> <p>Nous avons examiné et testé les principales mesures compensatoires mises en œuvre par la direction de la banque pour pallier le risque d'enregistrement de transactions non autorisées ou inexactes, et en particulier les contrôles spécifiques mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les déblocages de fonds, - lors des cessions de créances entre le Crédit Foncier de France et la Compagnie de financement foncier, - pour le suivi des réclamations clients. <p>Nous avons par ailleurs réalisé les tests suivants afin de vérifier, sur base de sondage, le caractère approprié des écritures enregistrées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification de certains accès atypiques aux systèmes d'information au regard des transactions réalisées et des profils utilisateurs, - identification et analyse de transactions ou données présentant des caractéristiques atypiques, - re-calcul d'éléments du Produit Net Bancaire à partir des données transactionnelles

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Compagnie de Financement Foncier par l'assemblée générale du 17 mai 2002 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 25 mai 2005 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 16ème année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 14ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (DE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris La Défense, le 28 mars 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Anik Chaumartin

KPMG S.A.
Xavier de Coninck

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société.

VII. — Éléments de calcul du ratio de couverture et de contrôle des limites

Éléments d'actif venant en couverture des ressources privilégiées		Valeurs nettes comptables ou montants éligibles au refinancement (en k€)	Pondération (en %)	Montants pondérés (en k€)
		1	2	3
1.	Prêts bénéficiant d'une hypothèque de 1er rang ou d'une garantie équivalente	34 411 782	100 %	34 411 782
2.	Billets à ordres (art. L. 313-42 à L. 313-49 du Code Monétaire et Financier)	0		0
2.1.	dont:	0	100 %	0
2.2.	Prêts bénéficiant d'une hypothèque de 1er rang ou d'une garantie équivalente	0	100%	0
2.2.1.	Prêts cautionnés	0	100 %	0
2.2.1.	• Répondant aux conditions du 1-a) de l'annexe au règlement n° 99-10: la société de caution extérieure au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou de la société de financement de l'habitat bénéficie au moins du 2e meilleur échelon de qualité de crédit	0	100 %	0
2.2.2.	• Répondant aux conditions du 1-a) de l'annexe au règlement n° 99-10: la société de caution extérieure au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou de la société de financement de l'habitat bénéficie du 3e meilleur échelon de qualité de crédit		80%	
2.2.3.	• Répondant aux conditions du 1-b) de l'annexe au règlement n° 99-10: la société de caution qui entre dans le périmètre de consolidation de la société de financement de l'habitat bénéficie au moins du 2e meilleur échelon de qualité de crédit.		80%	

2.2.4.	• Répondant aux conditions du 1-b) de l'annexe au règlement n° 99-10: la société qui entre dans le périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou de la société de financement de l'habitat bénéficie du 3e meilleur échelon de qualité de crédit		60%	
3.	Expositions sur les personnes publiques	29 178 000	100 %	29 178 000
3.1.	dont:			
	Expositions visées au 5° de l'article L. 513-4 1 du Code Monétaire et Financier			
3.2.	Expositions visées au 5° de l'article L. 513-4 1 du Code Monétaire et Financier inscrites au bilan antérieurement au 31 décembre 2007			
4.	Immobilisations résultat de l'acquisition des immeubles au titre de la mise en jeu d'une garantie		50 %	
5.	Titres, valeurs et dépôts sûrs et liquides relevant de l'article R. 513-6	6 751 078	100 %	6 751 078
5.1.	Créances et titres sur des établissements de crédit et entreprises d'investissement répondant au 1er alinéa de l'article R. 513-6	5 340 828	100 %	5 340 828
5.2.	Créances et garanties liées à la gestion des instruments financiers à terme relevant du 2e alinéa de l'article R. 513-6	1 410 250	100 %	1 410 250
5.3.	Créances et titres sur des établissements de crédit et entreprises d'investissement répondant au 3e alinéa de l'article R. 513-6		100 %	
6.	Prêts cautionnés	4 968 182		4 968 182
6.1.	• Répondant aux conditions du 1 a) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société de caution extérieure au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou de la société de financement de l'habitat bénéficie au moins du 2e meilleur échelon de qualité de crédit	4 968 182	100%	4 968 182
6.2.	• Répondant aux conditions du 1 a) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société de caution extérieure au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou de la société de financement de l'habitat bénéficie du 3e meilleur échelon de qualité de crédit		80%	
6.3.	• Répondant aux conditions du 1-b) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société de caution qui entre dans le périmètre de consolidation de la société de financement de l'habitat bénéficie au moins du 2e meilleur échelon de qualité de crédit.		80%	
6.4.	• Répondant aux conditions du 1-b) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société de caution qui entre dans le périmètre de consolidation de la société de financement de l'habitat bénéficie du 3e meilleur échelon de qualité de crédit		60 %	
7.	Parts, actions et titres de créances émis par un organisme de titrisation			
7.1.	Parts, actions et titres de créance émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont les éléments d'actifs ont été cédés exclusivement par des entités appartenant au même périmètre de consolidation que la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 2-a) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat avant le 31/12/2011 qui bénéficient du meilleur échelon de qualité de crédit (jusqu'au 31/12/2014)		100%	
7.1.1.	dont:			
7.1.2.	• Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.1.3.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 ou ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.2.	Parts, actions et titres de créance émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont les éléments d'actifs ont été cédés exclusivement par des entités appartenant au même périmètre de consolidation que la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 2-a) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat avant le 31/12/2011 qui bénéficient du 2e meilleur échelon de qualité de crédit (jusqu'au 31/12/2014)		80%	
7.2.1.	dont:			
7.2.2.	• Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.2.3.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.3.	Parts, actions et titres de créance émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont les éléments d'actifs ont été cédés exclusivement par des entités appartenant au même périmètre de consolidation que la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 2-b) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat après le 31/12/2011 et parts ou actions et titres de créance acquis ou financés antérieurement à cette date qui bénéficient à partir du 01/01/2015 du meilleur échelon de qualité de crédit		100%	
7.3.1.	dont:			
7.3.2.	• Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.3.3.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 ou ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.4.	Parts, actions et titres de créance émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont les éléments d'actifs ont été cédés exclusivement par des entités appartenant au même périmètre de consolidation que la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 2-b) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat après le 31/12/2011 et parts ou actions et titres de créance acquis ou financés antérieurement à cette date qui bénéficient à partir du 01/01/2015 du 2e meilleur échelon de qualité de crédit		50 %	
7.4.1.	dont:			
7.4.2.	• Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.4.3.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.5.	Parts, actions et titres de créances émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont certains éléments d'actifs ont été cédés par une entité n'appartenant pas au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 3-a) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat avant le 31/12/2011 qui bénéficient du meilleur échelon de qualité de crédit (jusqu'au 31/12/2014)		100 %	
7.5.1.	dont:			
7.5.2.	• Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.5.3.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.6.	Parts, actions et titres de créances émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont certains éléments d'actifs ont été cédés par une entité n'appartenant pas au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 3-a) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la		50%	

7.6.1.	société de financement de l'habitat avant le 31/12/2011 qui bénéficient du 2e meilleur échelon de qualité de crédit (jusqu'au 31/12/2014)			
	dont:			
7.6.2.	• Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.6.3.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.6.3.	• Actifs constitués à 90 % d'expositions définies à l'article L. 513-4			
7.7.	Parts, actions et titres de créances émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont certains éléments d'actifs ont été cédés par une entité n'appartenant pas au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 3-b) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat après le 31/12/2011 et parts ou actions et titres de créance acquis ou financés antérieurement à cette date qui bénéficient à partir du 01/01/2015 du meilleur échelon de qualité de crédit		100%	
7.7.1.	dont:			
7.7.2.	• Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.7.2.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.7.3.	• Actifs constitués à 90 % d'expositions définies à l'article L. 513-4			
8.	Autres éléments d'actif	2 174 947	100 %	2 174 947
8.1.	Autres éléments de la classe 1	670 000	100%	670 000
8.2.	Autres éléments de la classe 2	10 071	100%	10 071
8.3.	Autres éléments de la classe 3	1 494 875	100%	1 494 875
8.4.	Autres éléments de la classe 4	0	100%	0
9.	Opérations venant en déduction des actifs	3 282 645	100 %	3 282 645
9.1.	Sommes reçues de la clientèle en attente d'imputation, portées au passif du bilan	0	100 %	0
9.2.	Opérations de pensions livrées: titres donnés en pension	1 529 078	100%	1 529 078
9.3.	Créances mobilisées dans les conditions dans les conditions fixées par les articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier	0	100%	0
9.4.	Actifs déduits en application du dernier alinéa de l'article 9 du règlement CRBF n° 99-10	1 753 567		1 753 567
10.	Total des montants pondérés des éléments d'actif (1+2+3+4+5+6+7+8-9)	A		74 201 343
	Ratio de couverture (avec 2 décimales) (A 1 Px 100)		117,23 %	

Ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L. 513-11 du Code Monétaire et Financier : éléments du passif			Montants (en k€)
1.	Ressources privilégiées provenant d'établissements de crédit		
1.1.	dont montant nominal		
2.	Ressources privilégiées provenant de la clientèle		
2.1.	Clientèle financière		
2.2.	Clientèle non financière		
2.3.	dont montant nominal		
3.	Titres bénéficiant du privilège		63 524 758
3.1.	Obligations foncières ou obligations de financement de l'habitat		62 559 580
3.2.	Titres de créances négociables		150 000
3.3.	Autres titres bénéficiant du privilège		
3.4.	Dettes rattachées à ces titres		815 179
3.5.	À déduire : obligations foncières ou obligations de financement de l'habitat émises et souscrites par l'établissement assujéti lorsqu'elles ne sont pas affectées en garantie d'opérations de crédit de la Banque de France		
3.6.	Sous-total		63 524 758
3.7.	dont montant nominal		62 709 579
4.	Sommes dues au titre du contrat prévu à l'article L. 513-15 du Code Monétaire et Financier		2 060
5.	Sommes dues au titre des instruments financiers à terme bénéficiant du privilège défini à l'article L. 513-11 du Code Monétaire et Financier		-230 962
5.1.	dont impact des variations de change sur le nominal des ressources privilégiées		-267 040
6.	Dettes résultant des frais annexes mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 513-11 du Code Monétaire et Financier		
7.	Ressources privilégiées (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	P	63 295 856
8.	Montant nominal des ressources privilégiées (« 1.1 » + « 2.3 » + « 3.7 » + « 5.1 »)		62 442 539

Contrôle des limites applicables aux classes d'actifs (Ratio avec 2 décimales)		Ratios/Montants (en k€)
1.	Total de l'actif	78 366 588
2.1.	Prêts cautionnés détenus directement	3 474 117
2.2.	Prêts cautionnés figurant à l'actif d'organismes de titrisation ou d'entités similaires, ou mobilisés par billets à ordre	1 514 328
2.3.	Total des prêts cautionnés (2.1 + 2.2)/actif (1) (≤ 35 % à l'exception des sociétés de financement de l'habitat)	6,37 %
3.1.	Billets à ordre détenus directement	N.A
3.2.	Billets à ordre figurant à l'actif d'organismes de titrisation ou d'entités similaires	N.A
3.3.	Total des Billets à ordre (3.1 + 3.2)/actif (1) (≤ 10 %)	N.A
4.	Total des parts, actions et titres de créance d'organismes de titrisation ou entités similaires répondant aux conditions du II de l'article R. 513-3 du Code Monétaire et Financier et ne répondant pas au IV de l'article R. 513-3/montant nominal des ressources privilégiées (≤ 10 %)	0,00 %
4.1.	Total des parts, actions et titres de créance d'organismes de titrisation ou entités similaires détenues répondant aux conditions du II de l'article R. 513-3 du Code Monétaire et Financier et ne répondant pas au IV de l'article R. 513-3/montant nominal des ressources privilégiées	0,00 %
5.	Total des parts, actions et titres de créance d'organismes de titrisation ou entités similaires répondant aux conditions	0,00 %

5.1.	du III de l'article R. 513-3 du Code Monétaire et Financier et ne répondant pas au IV de l'article R. 513-3/montant nominal des ressources privilégiées (≤ 10 %)	
6.	Total des parts, actions et titres de créance d'organismes de titrisation ou entités similaires détenues répondant aux conditions du III de l'article R. 513-3 du Code Monétaire et Financier et ne répondant pas au IV de l'article R. 513-3/montant nominal des ressources privilégiées	
7.	Total des expositions visées aux 5° du I de l'article L. 513-4 du Code Monétaire et Financier/montant nominal des ressources privilégiées (≤ 20 %)	
	Actifs sûrs et liquides/montant nominal des ressources privilégiées (≤ 15 %)	8,55 %

Éléments de calcul de la limite des 25 % de l'exposition à l'actif sur les entreprises liées en application du dernier alinéa de l'article 9 du règlement n° 99-10		Montants (en k€)	Pondération (en %)	Montants pondérés (en k€)
		1	2	3
1.	Expositions sur les entreprises mentionnées au troisième alinéa de l'article R. 513-8 du Code Monétaire et Financier	7 166 260	100 %	7 166 260
1.1.	dont :	6 807 459	100 %	6 807 459
1.2.	Créances et titres sur des établissements de crédit répondant au 1er et au 3e alinéa de l'article R. 513-6 du Code Monétaire et Financier		100 %	
1.3.	Créances et garanties relevant du 2e alinéa de l'article R. 513-6 du Code Monétaire et Financier (y compris créances et garanties liées à la gestion des instruments à terme)		100%	
1.3.1.	Autres actifs	358 801	100%	358 801
1.3.1.1.	Intérêts courus sur swaps	147 028	100%	147 028
1.3.2.	Produits à recevoir		100%	
1.3.3.	Autres	211 772	100%	211 772
2.	Ressources non privilégiées	14 145 890	100 %	14 145 890
2.1.	Montant de la limite de 25 % des ressources non privilégiées prévue par l'article 9 du règlement CRBF n° 99-10	3 536 472		
3.	Éventuels actifs reçus en garantie, nantissement ou pleine propriété au titre du 1 en application des articles L. 211-36 à L. 211-40, L. 313-23 à L. 313-35 et L. 313-42 à L. 313-49 du Code Monétaire et Financier	1 876 220		1 876 220
3.1.	Actifs bénéficiant d'une pondération à 1 00 %	1 876 220	100%	1 876 220
3.2.	Actifs bénéficiant d'une pondération à 80 %		80%	
3.3.	Actifs bénéficiant d'une pondération à 60 %		60%	
3.4.	Actifs bénéficiant d'une pondération à 50 %		50%	
4.	Montant à déduire de l'actif	1 753 567		

VIII. — Publication d'informations relatives à la qualité des actifs finances - Instruction n° 2011-i-07 du 15 juin 2011

Exercice 2017

I - Prêts garantis

Répartition des encours par catégorie de créance, par type de contrepartie et par type de garantie.

(en M€)	Particuliers				Corporates				Total général		
	prêts détenus en direct		prêts mobilisés (1)		prêts détenus en direct		prêts mobilisés (1)		Nb	CRD (3)	%
	Nb	CRD	Nb	CRD mobilisé	Nb	CRD	Nb	CRD mobilisé			
Encours	439 609	29 994,4	154 900	9 133,8	719	437,5	58	288,2	595 286	39 853,9	100,0%
<i>1. Catégories de créances et types de garanties</i>											
- habitat	439 604	29 994,2	154 765	9 107,8	716	435,3	10	31,8	595 095	39 569,0	99,3%
- hypothécaire - usage habitat	143 592	9 680,2	77 514	3 436,7	583	355,7	10	31,8	221 699	13 504,4	33,9%
- hypothécaire avec garantie publique (2)	257 521	16 843,0	44 007	3 524,5	133	79,5	0	0,0	301 661	20 447,0	51,3%
- caution Crédit-Logement	38 491	3 471,0	28 414	1 553,0	0	0,0	0	0,0	66 905	5 024,0	12,6%
- hypothécaire - autre usage			4 830	593,5					4 830	593,5	1,5%
- hypothécaire - usage commercial									0	0,0	0,0%
- équipement	5	0,2	135	26,0	3	2,2	48	256,5	191	284,9	0,7%
- crédit avec garantie hypothécaire	5	0,2	135	26,0	3	2,2	48	256,5	191	284,9	0,7%

(1) Prêts mobilisés sous forme de prêts Art L211-38 : encours des prêts hypothécaires sous-jacents mobilisés

(2) prêts hypothécaires avec garantie publique : FGAS, NHG (Pays-Bas, 47,1 M€) et secteur aidé (88,2 M€)

(3) Encours ne tenant pas compte des prêts remboursés par anticipation en cours d'affectation (108,4 M€), hors intérêts courus non échus (61,1 M€) et hors montant net des surcotes/décotes.

Répartition des montants des créances impayées, des créances douteuses et des provisions par catégorie de créances.

(CRD en M€)	Particuliers		Corporates		Total général
	Prêts détenus en direct	Prêts mobilisés	Prêts détenus en direct	Prêts mobilisés	
2. Créances impayées					
- habitat	179,0	3,7	35,9		218,7
- hypothécaire - usage habitat	107,4	1,9	0,0		109,4
- hypothécaire avec garantie publique	70,7	1,6	35,9		108,2
- caution Crédit-Logement	0,8	0,2			1,0
- hypothécaire - autre usage					
- hypothécaire - usage commercial					

- équipement				
- crédit avec garantie hypothécaire	0,0	0,0	0,1	0,1
3. Créances douteuses				
- habitat	1 359,7	4,6	69,3	1 433,5
- hypothécaire - usage habitat	557,0	1,2	1,4	559,6
- hypothécaire avec garantie publique	798,6	3,3	67,9	869,7
- caution Crédit-Logement	4,1	0,1		4,2
- hypothécaire - usage commercial				
- équipement				
- crédit avec garantie hypothécaire				
4. Dépréciations inscrites en déduction de l'actif				
- habitat	89,1		0,9	90,0
- hypothécaire - usage habitat	89,0		0,9	89,9
- hypothécaire avec garantie publique				
- caution Crédit-Logement	0,1			0,1
- hypothécaire - autre usage				
- hypothécaire - usage commercial				
- équipement				
- crédit avec garantie hypothécaire				
5. Provisions inscrites au passif	15,9			15,9

Répartition des encours par type de garantie en fonction de leur quotité éligible au refinancement par des ressources privilégiées qui peut être soit le CRD à la fin de la période, soit la quotité fois la valeur du bien.

	CRD		Montant éligible (1)	Répartition par quotités calculées avec la valeur des gages réévaluée										
	(M€)	%	(M€)	≤40%	>40% ≤50%	>50% ≤60%	>60% ≤70%	>70% ≤80%	>80% ≤85%	>85% ≤90%	>90% ≤95%	>95% ≤100%	>100% ≤105%	>105%
Encours	39 853,8	100,0 %	39 380,0	5 193,4	2 265,9	2 928,6	3 391,3	11 393,8	2 277,4	2 204,7	3 032,1	5 891,8	740,6	534,2
				(13,0%)	(5,7%)	(7,3%)	(8,5%)	(28,6%)	(5,7%)	(5,5%)	(7,6%)	(14,8%)	(1,9%)	(1,3%)
1. Prêts détenus en direct	30 431,9	76,4 %	29 972,3	4 142,4	1 659,4	2 101,8	2 691,2	7 912,2	2 092,5	1 986,1	2 687,2	3 904,6	726,1	528,3
- habitat	30 429,4	76,4 %		4 140,1	1 659,4	2 101,7	2 691,1	7 912,2	2 092,5	1 986,1	2 687,2	3 904,6	726,1	528,3
- hypothécaire	10 035,9	25,2 %		1 924,4	723,7	884,8	1 125,8	3 900,9	746,8	309,6	162,4	85,6	32,1	139,8
- usage habitat	16 922,5	42,5 %		1 734,0	682,5	888,8	1 165,4	2 065,2	1 292,7	1 671,8	2 522,5	3 818,4	693,6	387,6
- hypothécaire avec garantie publique	3 471,0	8,7%		481,7	253,2	328,2	400,0	1 946,1	52,9	4,6	2,3	0,6	0,4	1,0
- caution Crédit-Logement														
- hypothécaire														
- usage commercial														
- équipement	2,4	0,0%		2,3		0,0	0,1							
- crédit avec garantie hypothécaire	2,4	0,0%		2,3		0,0	0,1							
2. Prêts mobilisés	9 422,0	23,6 %	9 407,7	1 050,9	606,5	826,8	700,1	3 481,6	184,9	218,6	344,9	1 987,2	14,5	5,9
- hypothécaire	3 468,4	8,7%		483,2	262,2	301,3	408,1	1 982,7	22,8	0,5	0,0	1,4	0,5	5,7
- usage habitat	3 524,5	8,8%		107,5	77,7	111,6	135,8	369,3	160,5	218,1	344,2	1 985,8	14,0	0,1
- hypothécaire avec garantie publique	1 553,0	3,9%		155,6	49,0	80,1	137,9	1 128,0	1,6	0,0	0,7	0,0	0,0	0,1
- caution Crédit-Logement	593,5	1,5%		247,0	111,3	220,0	15,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- hypothécaire														
- autre usage														
- hypothécaire														
- usage commercial														
- équipement	282,5	0,7%		57,6	106,5	113,7	3,1	1,5						
- crédit avec garantie hypothécaire														

Quotité moyenne calculée avec la valeur des gages réévaluée:

sur tout le portefeuille	73,5%	sur les prêts garantis FGAS :	80,9%	sur les autres prêts :	65,5%
---------------------------------	--------------	--------------------------------------	--------------	-------------------------------	--------------

(1) CRD éligible au refinancement par des ressources privilégiées

Répartition des encours et du nombre de prêts en fonction de l'année de conclusion du contrat.

Année de conclusion de contrat	Prêts détenus en direct	
	Habitat	Equipelement

	hypothécaire		hypothécaire avec garantie publique		Caution Crédit Logement		crédit avec garantie hypothécaire	
	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD
1981			1	0,2				
1982			2	0,0				
1983			2	0,0				
1984			2	0,0				
1985			1	0,0				
1986			1	0,0				
1987	3	0,0	1	0,1				
1988	12	0,5	5	0,0				
1989	22	2,0	22	0,6				
1990	7	1,9	11	0,2				
1991	9	5,0	16	1,4				
1992	6	0,4	78	2,9				
1993	46	2,3	158	2,7				
1994	84	9,4	165	2,3				
1995	89	14,8	187	5,6				
1996	585	14,0	899	4,4	1	0,0		
1997	408	11,9	1 121	4,7	3	0,0		
1998	572	19,8	1 187	7,8				
1999	1 749	39,8	3 734	27,4	7	0,0		
2000	1 972	37,4	3 982	41,8	129	1,1		
2001	4 115	101,1	7 323	112,3	276	3,7		
2002	4 614	185,1	8 864	181,5	292	5,8		
2003	6 384	287,6	7 291	187,5	361	10,0	2	0,8
2004	9 392	501,0	5 697	190,5	701	20,9	3	1,5
2005	11 991	749,6	5 766	228,3	1 001	32,7	3	0,2
2006	13 349	943,4	7 968	384,3	965	37,4		
2007	14 524	1 067,5	8 640	452,3	1 153	59,5		
2008	10 770	776,8	7 998	484,8	794	27,9		
2009	8 703	656,4	14 487	751,4	872	25,0		
2010	16 933	1 086,1	23 217	1 267,1	2 070	119,1		
2011	12 940	906,1	20 564	1 180,0	1 838	136,7		
2012	5 748	490,4	16 143	1 156,9	1 035	93,7		
2013	5 615	569,1	21 394	1 832,4	1 869	155,9		
2014	5 239	596,9	21 645	1 921,2	2 407	231,1		
2015	4 200	480,4	24 558	2 214,0	7 875	750,0		
2016	2 443	285,2	22 587	2 103,8	6 020	675,8		
2017	1 651	194,1	21 937	2 172,1	8 822	1 084,7		
Total	144 175	10 035,9	257 654	16 922,5	38 491	3 471,0	8	2,5

Année de conclusion de contrat	Prêts mobilisés									
	Habitat								Equipement	
	hypothécaire - usage habitat		hypothécaire avec garantie publique		Caution Crédit Logement		hypothécaire - usage divers		crédit avec garantie hypothécaire	
	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD
1981										
1982										
1983										
1984										
1985										
1986										
1987										
1988										
1989										
1990										
1991										
1992										
1993	1	0,0								
1994	1	0,0								
1995	1	0,0								
1996	23	0,1	2	0,0	1	0,0				
1997	12	0,1			4	0,0				
1998	18	0,2	1	0,0						
1999	55	1,0	5	0,0						
2000	126	3,1	43	0,3	30	0,1				

2001	385	6,4	252	1,8	99	0,8				
2002	691	15,2	188	3,2	119	1,2			2	0,3
2003	1 419	42,7	79	2,3	211	2,3			1	0,2
2004	2 828	73,3	97	4,1	247	3,4			2	0,4
2005	5 394	124,7	152	5,4	357	6,4			9	1,7
2006	7 307	159,8	161	6,3	338	6,5			4	4,7
2007	7 924	186,2	605	21,5	196	5,9	77	16,2	10	17,5
2008	5 356	147,3	464	16,9	130	2,9	1 300	180,7	1	2,8
2009	3 884	107,9	481	24,3	118	2,7	530	64,6	4	18,7
2010	6 392	183,1	850	35,6	554	8,3	388	45,7	13	23,9
2011	4 810	140,5	1 119	41,8	841	20,6	443	52,9	24	11,3
2012	3 382	130,4	1 005	39,0	539	13,6	592	70,9	21	10,4
2013	5 077	235,5	1 539	58,3	1 311	21,6	426	47,0	26	31,7
2014	5 220	278,6	2 927	172,5	1 981	57,2	381	40,6	20	44,2
2015	6 712	489,8	6 720	712,6	8 432	370,8	223	21,3	15	27,7
2016	5 766	636,2	11 444	1 114,8	5 616	492,6	163	16,4	14	50,3
2017	4 740	506,3	15 873	1 263,7	7 290	536,0	307	37,2	17	36,7
Total	77 524	3 468,4	44 007	3 524,5	28 414	1 553,0	4 830	593,5	183	282,5

Répartition des encours et du nombre de prêts en fonction de l'année de fin du contrat.

Année de fin de contrat	Prêts détenus en direct							
	Habitat						Equipelement	
	hypothécaire		hypothécaire avec garantie publique		Caution Crédit Logement		crédit avec garantie hypothécaire	
	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD
2016	1 463	35,2	781	6,0	19	0,2		
2017	982	17,3	1 008	6,1	57	0,1		
2018	5 978	50,7	7 208	18,7	569	1,8	1	0,6
2019	5 692	102,5	6 046	47,0	723	7,7	2	1,6
2020	7 446	159,2	7 110	149,2	876	12,9		
2021	8 061	213,4	6 812	108,1	1 159	26,2		
2022	5 729	203,5	6 437	122,2	1 190	39,3		
2023	6 647	282,1	5 505	142,9	1 684	77,2	2	0,1
2024	7 655	392,0	5 267	146,9	1 515	76,5	1	0,1
2025	8 077	477,3	5 368	162,5	2 324	143,1		
2026	7 287	445,7	6 070	189,8	1 658	108,6	2	0,1
2027	7 180	456,6	7 660	280,0	2 084	146,3		
2028	8 232	573,5	7 550	301,8	1 525	112,3		
2029	7 335	550,3	7 568	334,1	1 725	140,4		
2030	6 138	458,1	8 016	378,0	1 808	158,5		
2031	5 982	487,9	8 169	399,2	1 613	157,9		
2032	4 392	403,0	7 457	404,8	2 185	244,0		
2033	3 696	398,8	5 169	306,7	1 187	131,4		
2034	3 646	394,1	6 105	394,6	1 376	165,6		
2035	3 974	450,5	8 037	547,5	2 280	280,2		
2036	4 183	468,8	8 861	618,4	1 591	194,3		
2037	3 427	397,3	10 933	833,5	2 211	300,3		
2038	3 188	375,9	12 227	898,8	730	86,3		
2039	3 630	429,6	12 426	981,9	801	102,9		
2040	3 443	435,2	16 582	1 440,0	1 597	209,4		
2041	3 367	419,2	18 982	1 738,7	1 420	200,3		
2042	2 081	273,7	20 623	2 188,3	1 432	214,7		
2043	1 224	155,9	14 585	1 359,6	216	23,1		
2044	936	119,3	6 794	824,8	298	32,0		
2045	817	109,1	6 786	861,9	443	50,6		
2046	687	93,4	4 534	610,4	156	21,9		
2047	294	40,4	636	85,5	34	4,7		
2048	249	32,7	145	17,3	1	0,1		
2049	246	30,4	36	2,9	3	0,2		
2050	277	34,9	140	12,4	1	0,0		
2051	322	39,6	8	0,8				
2052	110	14,3	8	0,7				
2053	54	7,4	2	0,2				
2054	32	4,6						
2055	12	1,8	1	0,0				

2056	3	0,5						
2057								
2058	1	0,1	1	0,1				
2059								
2060								
2061								
2062								
2063								
2064			1	0,1				
2065								
2066								
2067								
Total	144 175	10 035,9	257 654	16 922,5	38 491	3 471,0	8	2,5

Année de fin de contrat	Prêts mobilisés									
	Habitat								Equipement	
	hypothécaire - usage habitat		hypothécaire avec garantie publique		Caution Crédit Logement		hypothécaire - usage divers		crédit avec garantie hypothécaire	
	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD
2016		0,0		0,0		0,0				
2017		0,0		0,0		0,0				
2018	866	14,5	39	0,1	308	1,3			12	36
2019	985	28,8	42	0,2	191	1,2	1	0,1	7	28
2020	1 821	41,3	76	0,6	262	2,5			8	7
2021	2 198	44,9	154	1,7	632	14,6			4	2
2022	1 920	47,6	196	3,1	435	9,0			14	19
2023	2 350	65,4	207	3,7	770	14,5			11	59
2024	2 953	77,7	185	4,4	609	12,4			5	17
2025	4 096	117,6	251	7,2	1 228	23,4			7	5
2026	4 230	137,7	272	8,0	686	19,8			19	67
2027	4 279	139,5	560	20,6	1 147	35,7			10	2
2028	5 395	159,8	358	12,6	643	22,2			12	17
2029	4 510	153,2	521	20,4	851	34,7			8	8
2030	3 651	137,5	479	18,3	982	25,6			7	1
2031	3 410	137,9	558	24,6	749	30,2			11	2
2032	3 091	156,2	1 055	68,4	1 084	52,8			9	2
2033	2 867	162,4	712	45,6	887	35,5			8	2
2034	2 771	146,4	948	50,6	803	32,5			7	2
2035	3 185	172,5	616	33,1	1 431	41,9			10	2
2036	3 340	203,1	699	39,4	1 148	53,6			8	3
2037	3 177	256,7	1 181	104,1	1 811	131,9			5	1
2038	2 660	150,9	1 229	75,2	981	80,8				
2039	2 766	127,2	1 032	63,6	1 328	93,1				
2040	2 569	115,9	1 683	95,8	1 354	44,7				
2041	2 375	137,4	2 979	185,0	1 503	77,5			1	0,2
2042	2 316	250,2	5 201	535,2	2 130	205,2				
2043	1 191	111,0	4 690	426,9	1 511	206,0				
2044	1 028	77,1	4 120	347,6	2 319	221,5				
2045	470	21,2	3 112	231,8	378	12,9				
2046	319	18,5	3 402	253,3	145	3,9				
2047	253	28,5	4 304	539,9	68	6,7				
2048	140	11,7	1 696	193,2	26	4,1				
2049	112	6,9	1 163	92,8	12	1,2				
2050	109	5,4	286	17,2	2	0,1				
2051	55	2,5	1	0,0						
2052	35	1,6								
2053	13	0,4								
2054	13	1,1								
2055	3	0,2								
2056	2	0,2								
2057							77	16,2		
2058							1 301	181,1		
2059							530	64,6		
2060							388	45,7		
2061							443	52,9		
2062							592	70,9		

2063							423	46,5		
2064							379	40,6		
2065							226	21,4		
2066							163	16,4		
2067							307	37,2		
Total	77 524	3 468,4	44 007	3 524,5	28 414	1 553,0	4 830	593,5	183	282,5

Répartition par pays**- Prêts détenus en direct**

Les biens apportés en garantie pour les prêts hypothécaires et les biens financés par des prêts cautionnés sont tous situés en France à l'exception d'un encours de prêts de 47,1 millions d'euros dont les garanties sont au Pays-Bas.

- Prêts de l'article L211-38

S'agissant des prêts mobilisés par des prêts de l'article L211-38, les biens apportés en garantie pour les prêts hypothécaires et les biens financés par des prêts cautionnés sont situés en France à hauteur de 8 515,2 millions d'euros et en Belgique pour un montant de 906,8 millions d'euros.

Répartition de l'encours des prêts cautionnés en fonction de leur pondération au titre du ratio de couverture**- Prêts détenus en direct**

L'encours total des prêts cautionnés (3 471,0 millions d'euros) est pondéré à 100% selon le règlement du CRBF n° 99 - 10 pour le calcul du ratio de couverture des sociétés de crédit foncier car ces prêts bénéficient tous de la caution Crédit Logement noté Aa3 par Moody's et AA par DBRS au 31 décembre 2017.

- Prêts mobilisés

L'encours total des prêts cautionnés mobilisés (1 553,0 millions d'euros) est pondéré à 100% selon le règlement du CRBF n° 99 - 10 pour le calcul du ratio de couverture des sociétés de crédit foncier car ces prêts bénéficient tous de la caution Crédit Logement noté Aa3 par Moody's et AA par DBRS au 31 décembre 2017.

II - Exposition sur des personnes publiques

Répartition des encours par pays et type d'entité publique (avant swaps de devises)

(en M€)	Expositions directes sur des personnes publiques			Expositions garanties par des personnes publiques		Total	
Pays	Souverain	Collectivité locale	Etabl. public	Garantie d'Etat	Garantie collectivité locale	CRD (1)	%
- France	1 816,3	10 544,5	5 698,7	401,6	2 742,1	21 203,2 (2)	71,3%
- dont dépôts à la Banque de France	670,0						
- Canada		29,1			389,6	418,7	1,4%
- Espagne		333,0		15,8	51,9	400,7	1,3%
- Etats-Unis		1 360,1	62,6	35,5		1 458,2	4,9%
- Italie	2 267,3	1 138,7		3,5		3 409,5	11,5%
- Japon		438,4	850,9			1 289,2	4,3%
- Pologne	340,8					340,8	1,1%
- Portugal		21,0		65,0		86,0	0,3%
- Suisse		358,9	138,8		628,1	1 125,8	3,8%
Total général	4 424,4	14 223,7	6 751,0	521,4	3 811,6	29 732,0 (3)	100%
dont impayés - France						22,9	0,1%
dont douteux - France						2,3	0,0%
provisions - France						0,1	0,0%

(1) Encours hors intérêts courus non échus (191,1 M€) et hors montant net des surcotes/décotes.

(2) dont des expositions sur des Partenariats Publics Privés pour 1 220,1 M€.

(3) dont 1 529,1 M€ de titres mis en pension au Crédit Foncier.

Répartition des encours en fonction de l'année de fin du contrat

Année de fin de contrat	Nb	CRD
2017	27	1,8
2018	550	1 143,2
2019	633	869,1
2020	597	394,8
2021	548	891,1
2022	495	792,7
2023	530	1 253,1
2024	445	975,5
2025	444	715,2
2026	485	2 049,7
2027	636	2 416,4
2028	495	1 341,1
2029	378	1 101,0
2030	230	983,0
2031	307	797,6
2032	295	1 211,6

2033	346	1 075,3
2034	324	1 465,7
2035	336	1 626,9
2036	277	1 076,1
2037	237	1 084,7
2038	245	939,5
2039	223	983,7
2040	157	521,5
2041	161	682,9
2042	125	659,1
2043	103	608,4
2044	97	338,4
2045	92	518,9
2046	39	162,7
2047	51	236,8
2048	25	142,1
2049	13	33,6
2050	4	25,9
2051	7	17,0
2052	18	31,6
2053	48	116,9
2054	61	117,7
2055	52	100,2
2056	14	16,8
2057	6	116,1
2058	11	4,9
2059	12	8,6
2060	8	2,7
2061	12	9,0
2062	23	7,6
2063	31	17,5
2064	36	31,2
2065	22	14,3
2066	3	0,8
Total	10 314	29 732,0

III - Organismes de titrisation et entités similaires

Non applicable, la Compagnie de Financement Foncier ne détient aucune part de titrisation (RMBS ou ABS public) au 31 décembre 2017.

IV - Valeurs de remplacement

Répartition par nature de valeurs et par date d'échéance

	Date d'échéance	Montant net (M€)
- Prêts à moins de 2 mois à BPCE (*)	12/01/2018	3 300,0
	09/02/2018	3 300,0
- Autres titres et créances à moins de 100 jours émises par des établissements de crédit bénéficiant du 1 ^{er} échelon de qualité de crédit à court terme (dépôts bancaires)		151,1
Total valeurs de remplacement		6 751,1
Montant des titres, sommes et valeurs reçues en garantie des opérations de couverture mentionnés à l'article 513-10 du CMF :		1 410,3 M€
(*) dont intégralement garantis par un portefeuille de créances : 6 590,8 M€		

V - Remboursements Anticipés

Répartition par catégorie de créance du montant et % des remboursements anticipés rapporté à la moyenne des encours en fin du mois.

	Particuliers				Corporates et Personnes Publiques			
	Prêts détenus en direct		Billets Hypothécaires (1)		Prêts détenus en direct		Billets Hypothécaires (1)	
	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant
Remboursements anticipés	17,7%	5 209,0	9,9%	1 472,8	2,1%	185,5	3,7%	776,8

(1) remboursements anticipés observés sur le portefeuille de créances mobilisables du Crédit Foncier

VI. Risque de taux et de change**Politique de Couverture**

La Compagnie de Financement Foncier est protégée contre les risques de taux et de change, puisque toute acquisition d'actif ou émission de passif est systématique-

ment transformée en taux variable et en euros si nécessaire dès l'origine.

La position de taux est par ailleurs revue chaque trimestre et des opérations de macro-couverture sont conclues afin de maintenir les impasses de taux dans les étroites limites que s'est fixée la Compagnie de Financement Foncier et ainsi corriger toutes déformations de la position dues principalement aux remboursements anticipés constatés sur les prêts.

Les dérivés destinés à couvrir des opérations courantes de la Compagnie de Financement Foncier sont principalement intermédiés via le Crédit Foncier. Cette stratégie ne s'applique pas aux cross-currency swaps en couverture des émissions en devise ou aux swaps structurés en couverture des émissions privées et de certains actifs SPT, pour lesquels la Compagnie de Financement Foncier continue à se couvrir directement auprès de contreparties externes au groupe Crédit Foncier.

Cette stratégie permet de procéder régulièrement à des compressions de swaps intra groupe amenant une diminution des encours de hors-bilan de la Compagnie de Financement Foncier.

Indicateurs de risque

L'exposition de la Compagnie de Financement Foncier à ce risque est appréhendée, selon le référentiel BPCE, à travers la détermination d'une impasse (ou gap) de taux, égale à la différence entre les encours à taux fixé au passif et les encours à taux fixé à l'actif. Selon le type de taux, les opérations s'imputent dans le gap de façon différente :

- à taux fixe, elles s'imputent jusqu'à leur échéance ;
- à taux révisable, jusqu'à la prochaine date de révision de l'index ;
- à taux variable (Eonia et assimilé), elles ne s'imputent pas au-delà de la date d'arrêté.

Les impasses de taux sont analysées suivant deux horizons :

- à long terme, sur 10 ans, pour vérifier le bon adossement des opérations d'investissement avec celles assurant leur financement,
- par canton de taux sur les quatre prochains exercices (année en cours plus 4 ans), pour suivre et gérer l'exposition au risque de base résultant de l'écartement entre des positions référencées sur des index différents.

Compte tenu de la couverture systématique des opérations dès leur origine, l'axe privilégié d'observation est l'analyse statique s'entendant jusqu'à l'extinction des opérations de bilan et de hors-bilan existantes à la date de situation. Les traitements statiques prennent en compte les stocks d'opérations et tous les flux d'engagements contractuels.

Limite associée au gap de taux statique

La Compagnie de Financement Foncier s'est engagée à maintenir le niveau de ses impasses de taux à l'intérieur des limites étroites définies par période d'observation. Ces impasses mesurent la différence entre les emplois et les ressources à taux fixé dans le temps sans acquisition d'actifs nouveaux ni nouvelles émissions.

Période d'observation des impasses	Limites internes de la Compagnie de Financement Foncier	Impasses observées à la date d'arrêté		
		Moyenne des valeurs absolues	Maximale	Minimale
- ≤ 2 ans	2 %	0,7%	1,6%	0,1%
- > 2 et ≤ 5 ans	3 %	0,8%	2,0%	0,0%
- > 5 et ≤ 10 ans	5 %	1,3%	2,5%	0,3%

Limite associée à la valeur actuelle nette (VAN)

Cet indicateur mesure la sensibilité de la valeur actuelle nette des positions de transformation à une translation uniforme de 200pb de la courbe de taux rapportée au montant des fonds propres avec une limite de 20%. Dans cet indicateur, les fonds propres sont amortis linéairement sur 20 ans.

Au 31 décembre 2017, la Compagnie de Financement Foncier respecte cette limite.

Limite de la sensibilité de la marge nette d'intérêt (MNI)

Cet indicateur mesure la sensibilité de la marge de taux d'intérêt, aux fluctuations de taux court terme et long terme dans le cadre de scénarii d'évolution des taux, sur un horizon correspondant aux 2 premières années glissantes avec des limites fixés à 5% en année 1 et à 9% en année 2. Les scénarii examinés sont notamment: une translation à la baisse de 100 bp; translation à la hausse de 100 bp; aplatissement (+50 bp sur le court terme et -50 bp sur le long terme) et pentification (-50 bp sur le court terme et +50 bp sur le long terme).

Au 31 décembre 2017, la Compagnie de Financement Foncier respecte cette limite.

Limite associée au risque de change

La Compagnie de Financement Foncier n'est pas soumise au dispositif d'encadrement du Groupe BPCE basé sur de stress de devises, ce dernier étant évalué sur la base d'un état réglementaire consolidé.

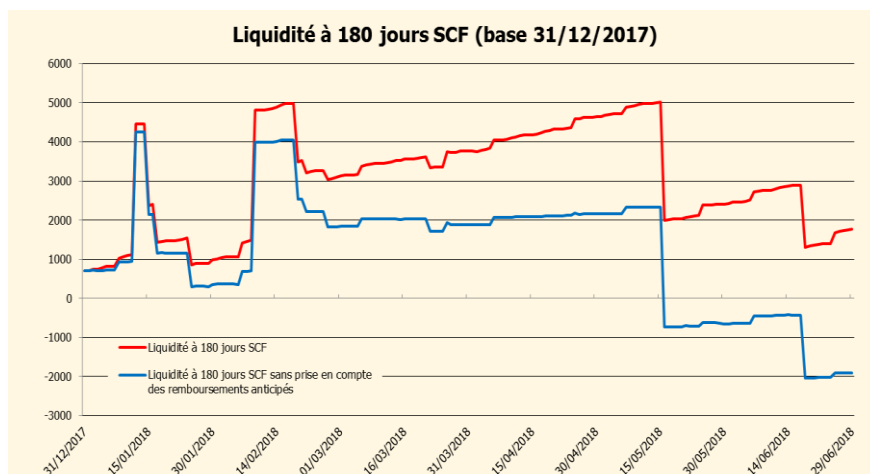
La Compagnie de Financement Foncier s'est fixée une limite interne supplémentaire correspondant à la contrevaletur de 5 M€, toutes devises confondues, et de 3 M€ par devise.

Au 31 décembre 2017, la Compagnie de Financement Foncier respecte cette limite.

VII. Couverture du besoin de liquidité

La Compagnie de Financement Foncier s'assure à tout moment de la couverture de ses besoins de trésorerie sur une période de 180 jours conformément à l'article R513-7.

Selon l'arrêté du 26 mai 2014, la prévision de la liquidité à 180 jours est certifiée chaque trimestre par le Contrôleur spécifique avant transmission à l'ACPR.



Par ailleurs, la Compagnie de Financement Foncier s'engage à maintenir à tout moment une liquidité suffisante pour honorer ses engagements de passifs privilégiés sans besoin de nouvelles ressources pendant un an en format extinctif (c'est à dire sans activité nouvelle).

La qualité des créances détenues au bilan de la Compagnie de Financement Foncier lui donne la capacité d'avoir un accès immédiat au refinancement auprès des banques centrales comme la BCE pour des volumes importants.

Au 31 décembre 2017, la Compagnie de Financement Foncier dispose de 10,0 Md€ d'actifs mobilisables à l'Eurosystème (hors opérations de pension) qui lui permettraient d'obtenir des liquidités supplémentaires estimées à 7,2 Md€, après décote et suivant les règles actuelles de la BCE, tout en maintenant son ratio réglementaire de couverture supérieur au minimum légal de 105%.

VII bis

Ecart de durée de vie actif/passif

La Compagnie de Financement Foncier s'est engagée à respecter un écart de durée réduit entre ses actifs et ses passifs. Au 31 décembre 2017 la durée de vie moyenne de l'actif est de 7,3 ans et celle du passif de 7,7 ans.

Ecart de durée de vie moyenne actif/passif privilégié

L'arrêté du 26 mai 2014 de l'ACPR impose que la durée de vie moyenne des actifs considérés à concurrence du montant minimal nécessaire pour satisfaire un ratio de couverture de 105%, ne doit pas excéder de plus de 18 mois celle des passifs privilégiés.

Sans restreindre les actifs éligibles à hauteur de la contrainte liée au ratio de surdimensionnement réglementaire cette limite est également respectée par la Compagnie de Financement Foncier au 31 décembre 2017. L'écart constaté à cette date est de 1 mois.